

Militant

1€

Bulletin marxiste pour la France insoumise - 2^e semestre 2018 - n°155

**Pour lutter
contre
l'oppression :**

**Marxisme
ou inter-
sectionnalité ?**



L'interview du semestre
Joëlle Losson
*du Parti socialiste
à La France insoumise*

« combat laïque »,
une occasion manquée
par Raymond Maillard

La laïcité n'est pas un combat
Par Jean-Paul Diesler

La lutte contre l'antisémitisme
doit être le combat de tous
(document)

La lutte contre
les fusions d'académies
par François Ferrette

La secousse italienne
par Jacques Cotta

Maroc, FMI, Banque Mondiale
par Yazid Arifi

Pour lutter contre
l'oppression : marxisme
ou intersectionnalité ?
Par Jessica Cassell

2 Poèmes
par Wafa Hmissi

Militant

Militant est un espace de réflexion, de débat et d'affirmation d'une pensée marxiste adaptée aux conditions du XXI^e siècle. Militant ambitionne d'être un laboratoire où toutes les questions historiques, théoriques, économiques ou de stratégie politique pourront et devront être débattues.

Militant a vocation à devenir un trait d'union entre les personnes qui adhèrent à cette nécessité et les intellectuels ou militants politiques, associatifs ou syndicaux que nous souhaitons gagner à une perspective de renversement du système institutionnel actuel et de dépassement du capitalisme.

Sommaire :

Itinéraire Militant : Joëlle Losson	page 3
« combat laïque », une occasion manquée	page 5
La laïcité n'est pas un combat	page 7
La lutte contre l'antisémitisme doit être le combat de tous	page 9
Fin de la fin de l'histoire.....	page 11
La lutte contre les fusions d'académies	page 14
La secousse italienne	page 18
Maroc, FMI, Banque Mondiale : sortir du cauchemar néolibéral.....	page 20
Est-il encore bien raisonnable d'entretenir des relations avec Israël ?	Page 25
L'écologie comme dynamique	Page 27
Pour lutter contre l'oppression : marxisme ou intersectionnalité ?	page 28
Le français d'en haut, un raciste à l'insu de son « plein gré » ?	page 38
La constitution du groupe d'action « Militant insoumis » à Paris	page 39
2 Poèmes, par Wafa Hmissi	page 40

comité éditorial

Marc Ankaert (76), Omar Bouraba (75), Jean-François Chalot (77), Hamza El Meray (75), Farid Farys-sy (84), François Ferrette (61), Jean-Paul Diesler (75), Salima Jamili (75), Didier Landy (77), Joëlle Losson (54), Raymond Maillard (75), Jean-Paul Martin (75), Myassa Messaoudi (92), Bernard Munin (76)

Mise en pages

François Ferrette

Directeur de la publication

Raymond Debord, Militant, 18 rue Victor Massé 75009 Paris

Et si vous vous abonnez à MILITANT ?

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Mèl : _____

Téléphone : _____

Je verse la somme de 10 euros à l'ordre de Militant, chèque à renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris

L'interview du semestre : Joëlle Losson

Joëlle Losson a été membre du PS après avoir milité dans les rangs d'une organisation trotskiste. Elle évoque son cheminement depuis son premier engagement en tant qu'étudiante jusqu'à son soutien actuel à La France Insoumise. Elle a d'ailleurs été candidate en Gironde sous cette étiquette en mai 2017. Elle est arrivée en 3^e position, avec près de 12%, derrière le candidat de la République en Marche et le candidat FN.



Comment es-tu venue à la politique ?

Je dirais autant le goût de la controverse que l'envie de changer le monde, la conviction aussi que les drames liés à la pauvreté résultent d'une organisation du pillage et pas d'un problème d'insuffisance de ressources, et ce à quelque échelle que ce soit.

Dans quelles organisations t'es-tu investie ?

J'ai d'abord fréquenté de sympathiques gauchistes quand j'étais lycéenne à Verdun, ils vendaient un journal « *Le Goujon* » ; en arrivant à la fac, j'ai brièvement et assez faiblement milité aux « *Etudiants Socialistes* », tendance CERES, je les trouvais moins bornés que ceux de l'UEC mais assez limités dans leur vision du monde, on était à la fin des années 70, la Ve République avait 20 ans, la victoire de la Gauche en 81 devenait chaque jour davantage possible et ils s'imaginaient devenir... attachés parlementaires. Bref, consternation. J'étais aussi à l'unef (renouveau), Nancy étant un de leurs fiefs, responsable de l'AG de Lettres ; un jour, je propose en réunion de bureau de ville de boycotter les conseils d'UER (j'y étais élue), au vu du bilan nul de la participation, et de manifester pendant leur tenue. Un mec du PCF déclare rageusement que je suis un sous-marin de l'OCI, je ne savais même pas que ça existait, du coup, j'ai cherché et...

Mon premier engagement enthousiaste a été pour l'OCI (CORQI). Ses militants n'ont pas eu à me convaincre, ce qu'ils disaient et ce que je lisais correspondait à ce que je pensais. Les formations étaient instructives avec entre autres choses, les Cahiers de Pierre Broué, et les militants d'un niveau au-dessus de la moyenne et d'une grande générosité dans leur engagement ; étudiants, métallos, profs, postiers, chercheurs, travailleurs sociaux... on était ensemble pour manifester contre les licenciements dans la sidérurgie, obtenir le réemploi des maîtres auxiliaires, faire signer les pétitions pour libérer Havel, Simsa et Sabata, Hugo Blanco et tous les autres. J'y suis restée de 77 à 89, souvent critique sur le mode d'organisation et l'espèce de course à l'échalote aux résultats ; j'ajoute que le combat dans l'organisation forge également, et qu'il fallait avoir du caractère et de la résistance.

Je me suis donc trouvée dans la charrette de Broué, puisque les départs se faisaient communément en charrette. Je ne regrette donc ni d'avoir participé à cette aventure, ni d'y avoir mis fin.

J'étais à cette époque Présidente de la Libre Pensée(54) et le combat pour le respect de la laïcité, ainsi que de sympathiques manifestations anticléricales et quelques rencontres inter-frontalières m'ont gardé un pied dans le militantisme. Sur ce, guerre du Golfe, démission de Chevènement du gouvernement et fondation du MDC. Job Durupt, alors Maire de Tomblaine, et vraie figure de la Gauche m'appelle, m'explique brièvement le contexte et « *tu ne fais rien en ce moment en politique, tu ne veux pas être Présidente du MDC sur le 54 ?* » « *Je n'y suis même pas* » « *Tu vas y être, ce n'est pas un problème* » « *Mais il y aura une élection ?* » « *Tu seras élue (rires)* » Banco ! J'étais d'accord pour le Non à la guerre, pour le Non à Maastricht, je verrai plus tard pour l'anticapitalisme... J'ai gardé le souvenir d'une superbe assemblée à Marne la Vallée et de réunions intéressantes autour de Nancy, mais le côté bonapartiste de Chevènement et son mythe des républicains des deux rives étaient de plus en plus pesants. Fin 93, j'ai défendu sans succès la proposition d'une campagne pour la laïcité, ce qui n'est pas très grave puisque la manifestation laïque du 16 janvier 94 a connu, elle, un succès dépassant les prévisions des organisateurs.

J'ai ensuite rejoint le PS, assez pragmatiquement, avec l'idée qu'on pouvait peut-être peser davantage dedans que dehors. Une sorte d'entrisme sui generis ? J'ai successivement soutenu les courants de Filoche, Mélenchon, Hamon, Maurel... Je ne m'y épuisais pas, je soutenais les textes en sections et le courant au congrès. J'ai mené activement la campagne pour le Non au TCE en 2005. J'étais aussi à ce moment Présidente de la LDH sur Nancy, on s'activait pour obtenir des régularisations de sans papiers, c'était plus difficile sous Sarkozy que sous Chirac, d'ailleurs.

Pourquoi et comment en es-tu venu à soutenir La FI ?

Après le calamiteux quinquennat de Hollande (rappelons qu'après avoir gagné la Présidence, la majorité à l'Assemblée Nationale, au Sénat, presque toutes les régions, beaucoup de départements, de grandes villes, nous avons quasi méthodiquement tout laissé partir à vau-l'eau !), il apparaissait impossible qu'un candidat estampillé PS gagne la présidentielle. La ridicule opération des primaires ne pouvait qu'aggraver cet état de fait. J'avais déjà voté pour Mélenchon au 1^{er} tour en 2012, et surtout vu Hamon se vautrer au congrès de Toulouse. J'ai parcouru le programme de l'Avenir en Commun, je me suis dit « c'est tentable » et j'ai pris contact sur internet, rapidement rencontré des militants actifs, participé aux réunions avec de plus en plus de monde et aux manifestations. Pour les législatives, j'ai été candidate sur la Haute Gironde et

vraiment mené avec mes camarades une belle campagne de conviction, j'ai obtenu 11,96% (et un gros capital de sympathie), cela n'a pas suffi, je suis arrivée 3^e sur les 16 candidats. Mais le combat continue.

Et ton parcours professionnel et syndical ?

Assez banal : pendant mes études, j'étais pionne et au SNES, quand j'ai obtenu la Licence, j'ai postulé pour être MA et j'ai préparé les concours, j'ai obtenu le PLP en 82, j'ai donc été prof en Lycée professionnel (et au SNETAA) jusqu'en 90, année où j'ai eu le CAPES, je suis retournée au SNES, prof en collège ou lycée, selon les années. J'ai aussi donné des cours au GRETA, en Maison d'Arrêt, à la fac, jusqu'en 2002 où j'ai passé le concours de Personnels de direction, j'ai eu un poste d'adjointe puis 4 de chefs d'établissement, en Lorraine et en Aquitaine ; je suis au SNP-DEN. J'ai toujours été minoritaire dans les syndicats que je vois au mieux comme des structures corporatistes, au pire comme des petites bureaucraties que les gouvernements achètent peu cher avec des postes de permanents. Ils me semblent de plus en plus inertes.

Quel intérêt vois-tu à une publication comme Le Militant ?

Recevoir des informations qu'on ne lit pas forcément ailleurs, lire des analyses de bon niveau, permettre l'expression de points de vue divers, et constituer un groupe le cas échéant opérationnel.



Combat laïque : une occasion manquée

Par Raymond Maillard

Samedi 10 février s'est tenue à Paris la première rencontre nationale de l'appel « lier le combat laïque au combat social, fédérer le peuple »¹. Cette initiative tombait à point, dans une période où les forces issues du mouvement ouvrier et socialiste doivent se confronter d'une part à la montée en puissance de courants religieux obscurantistes dans les quartiers populaires mais aussi à la décomposition idéologique d'une partie de la gauche cédant aux sirènes postmodernistes et endossant des thèses ethno-différencialistes, communautaristes, etc.

Pour ne considérer que le camp de la France insoumise, on a vu comment des déclarations pour le moins *légères* de Clémentine Autain ou de Danièle Obono (toutes deux du mouvement Ensemble) ont pu donner prétexte à des attaques de ses adversaires d'autant plus problématiques qu'elles étaient en partie *fondées*.

Dans ce contexte, l'appel « lier le combat laïque au combat social, fédérer le peuple » est apparu comme une initiative bienvenue, permettant de faire contrepoids à *la gauche kitch*, en particulier au sein de la France insoumise, devenue aujourd'hui l'axe de recomposition de tout le champ politique antilibéral et anticapitaliste. C'est à ce titre que plusieurs rédacteurs et amis de Militant y ont apposé leur signature.



D'un point de vue numérique, avec environ 150 participants, la réunion du 10 février a été un franc succès. En terme de soutien, elle a ratissé large, presque trop large serait-on tenté de dire. On a entendu des messages de soutien d'Emmanuel Maurel (PS) et de Christian Favier (PCF) tandis que se succédaient à la tribune des représentants de l'UFAL, de République et socialisme, du Mouvement républicain et Citoyen, de la LICRA, journaliste de Charlie Hebdo etc.

Malgré l'éclectisme du panel, on a entendu des interventions très émouvantes comme celle de l'auteur et journaliste d'origine algérienne Arezki Metref :

« Je suis laïque parce que j'ai vu de près, dans les années 1980 et 1990, les ravages que provoque la religion lorsqu'elle sert de combustible à une occupation totalitaire du terrain politique. Je suis laïque parce que j'ai vu des jeunes en déshérence manipulés par les sergents recruteurs, les poches pleines de dollars des pétromonarchies wahhabites, devenir des machines à tuer au nom d'une épuration morale basée sur un usage hermétique et exclusif du fait religieux »

Lui succédant, Ariane Mnouchkine a su exprimer dans des mots simples et touchants la volonté de ne plus se taire et le regret, qu'on peut partager, d'avoir été trop silencieux quand les démocrates algériens se faisaient massacrer pendant la décennie noire.

Julien Gonthier, jeune secrétaire du syndicat Solidaires industrie, a quant à lui exposé de manière claire et pédagogique la nécessité absolue pour le mouvement revendicatif de réaliser l'unité des salariés au delà de leurs convictions philosophiques ou religieuses.

Riva Gherchanoc, maire adjointe de Montreuil (LFI) a fait une intervention également vivante et concrète, illustrant la manière dont les islamistes menaient une guérilla permanente contre les services publics municipaux avec, par exemple, la revendication d'une séparation des filles et des garçons dans les crèches à l'heure de la sieste !

Danielle Simonnet, intervenant au nom du Parti de gauche, a été comme à son habitude battante et percutante. Sa présence était significative en soi, contrastant avec les errements d'autres composantes de la France insoumise. On regrettera juste qu'elle ait cru bon d'attaquer au passage le Printemps Républicain, de se livrer à une saillie hors propos contre Manuel Valls et de chercher à recueillir l'assentiment des participants en invoquant la question palestinienne, sans rapport avec l'objet de la réunion.

Au moment d'en venir à la conclusion de la rencontre, la tonalité s'est nettement dégradée, s'éloignant sensiblement de celle de l'appel initial. Imperceptiblement, il ne s'agissait plus de « fédérer le peuple » mais de « reconstruire la gauche ». Or, chacun comprend bien que dans la période, ces termes sont devenus antinomiques. Il y a aujourd'hui deux orientations stratégiques contradictoires : la première est de rassembler le plus grand nombre sur un programme permettant d'accéder au pouvoir, la seconde de réunir des débris d'appareils autour du plus petit dénominateur commun pour tenter de ressusciter une formule qui a par ailleurs failli.

On notera qu'à aucun moment la parole n'a été donnée à la salle, y compris quand il s'est agi d'aborder, en conclusion, les propositions pratiques. La dernière intervenante a donc sorti de son chapeau un cycle de « formations » évoquant tout un ensemble de questions, historiques et d'actualité ressemblant furieusement à un programme d'intégration à un groupe d'extrême-gauche.

Le sentiment qui se dégage de la journée du 10 février est donc assez mitigé. Au lieu d'être un point d'appui pour aller au devant de la population, la rencontre a donné l'impression d'avoir voulu faire entrer les présents dans un entonnoir. Un coup pour rien ?

1 - publié dans Militant n°154

La laïcité n'est pas un combat

Par Jean-Paul Diesler



Avec le désir d'unifier le peuple et le mettre en mouvement, un ensemble hétéroclite de militants politiques, syndicaux ou associatifs, tous de gauche, ont lancé un appel pour lier le combat laïque au combat social¹.

Certains d'entre nous ont signé cet appel et je ne suis pas persuadé du bien-fondé de cette démarche.

Ce lien entre le front des luttes sociales et le front laïque me laisse perplexe et c'est pourquoi je me permets d'exprimer mon point de vue sur la question de la laïcité.

Dans l'esprit des initiateurs de cet appel la laïcité est une attitude de défiance vis à vis du clergé, de l'église et plus généralement de la religion. Pour vivre en bonne entente dans la République, il convient de se garder de mettre en avant son appartenance à une communauté religieuse, de faire référence à sa foi ou d'arborer des signes religieux. La laïcité dans ce sens est la garantie du droit des femmes bafoué par les religions, un barrage contre le communautarisme et donc un outil de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ces combats de gauche pour l'émancipation des femmes et des hommes sont dirigés contre l'extrême droite islamophobe, les catholiques engagés dans Sens commun et l'islam politique qui radicalise la jeunesse.

De telles perspectives entraînent a priori l'adhésion de quiconque se disant de gauche, sauf qu'il y a méprise sur le sens du terme laïque ainsi que sur l'esprit de loi de 1905.

Dans son contexte cette loi avait pour but de combattre l'influence de l'église catholique qui avait le statut de religion d'Etat. Elle instaurait le droit de ne pas être catholique, le droit d'être juif, le droit de ne pas croire ... bref de laisser l'influence de l'église catholique en dehors du fonctionnement de l'Etat. Les fonctionnaires en exercice ne peuvent en aucun cas afficher une appartenance religieuse. Cette loi apparaît comme une loi en faveur de la liberté religieuse.

Nadine Morano défend « les racines chrétiennes » de l'occident, mais elle oublie que nous n'avons pas eu le choix. Toute personne non catholique échappant au pouvoir du curé et donc du pouvoir en place, se voyait punie : hérétique, sorcières, cathare, juif, réformé (le terme protestant utilisé en

France signifie non-catholique) ont tous été persécutés. La loi de séparation mettait fin à des siècles d'oppression romaine et rétablissait une liberté fondamentale : la liberté de conscience.

La plupart des personnes de gauche que je côtoie considère la laïcité comme le rempart contre l'obscurantisme, une espèce de garantie anticléricale, anti-religion. Elle est au contraire la liberté de pratiquer la religion de son choix.

Dans le cadre de cette loi on ne peut interdire le port du voile au prétexte que ce serait le signe de l'oppression de la femme. Si une femme désire se déguiser en religieuse, cela reste son choix. On peut le regretter mais on ne peut contraindre une autre personne à modifier sa pensée, on ne peut la condamner pour ce qu'elle est. Même une jeune fille peut se rendre à son collège voilée. Elle est usager du service public elle n'est pas un agent de la fonction publique tenu au devoir de laïcité.

Condamner une personne pour ce qu'elle pense, lui demander de changer ses convictions contre son gré, ou pire, de les cacher, serait digne du marranisme de l'Inquisition espagnol.

Aristide Briand qui était rapporteur de la loi refusa l'interdiction de la soutane car il pensait qu'il se trouverait toujours un tailleur pour fabriquer un habit qui en aurait l'apparence sans en être une vraiment, et qu'on tomberait dans des débats sans fin sur la longueur de tel tissu ou la largeur de tel ourlet. La soutane n'a pas été interdite mais de nos jours on mesure la longueur des jupes des jeunes filles d'origine musulmane dans les collèges.

Le cadre fixé par la loi de 1905 visait à contenir une fois pour toute l'influence du catholicisme dans la vie publique. La restauration ou le second empire ont remis en cause des progrès sociaux que l'on pensait acquis (droit de divorcer, délit de blasphème, ...). De nos jours l'islam a remplacé le catholicisme, il n'y a pas de raison que la République se sente plus attaquée par l'une que par l'autre de ces religions.

Le cadre laïque doit nous amener à tolérer les superstitions des autres (la superstition étant la religion des autres) et non pas les combattre. On ne devrait pas entendre des hommes politiques de droite comme de gauche affirmer que la République a un problème avec l'islam, alors qu'il y a un an un Sens Commun faisait triompher son candidat à la primaire des Républicains et s'appêtait à entrer de plein pied dans les affaires publiques.

Ce combat laïque a des relents de « deux poids, deux mesures », à une époque où, le moins qu'on puisse dire, la communauté musulmane est stigmatisée. Il donne des arguments aux prédicateurs de l'islam politique pour convaincre la jeunesse que la France ne voudra jamais d'eux, sauf à être différents (intégrés à la société). Voir la laïcité comme un combat est un contresens.

1 - <https://www.combatlaïquecombatsocial.net/>



La lutte contre l'antisémitisme doit être le combat de tous

Le 21 avril, la presse faisait ses gros titres sur un texte signé de 250 personnalités et se présentant comme un « Manifeste contre le nouvel antisémitisme ». Parmi les signataires on trouvait Nicolas Sarkozy ou Laurent Wauquiez, ainsi que Manuel Valls ou Bertrand Delanoë... Partant d'un problème tout à fait réel, ce « Manifeste » n'était évidemment pas neutre politiquement et a suscité l'indignation de nombreuses personnes. Parmi elles, plusieurs personnalités juives progressistes qui ont décidé de rétorquer avec un contre-appel que nous reproduisons ci-dessous et qui a été signé par plusieurs amis de Militant.

« L'antisémitisme est l'affaire de tous », clament à raison plus de 250 signataires, après avoir publié dans Le Parisien, dimanche 22 avril, une tribune contre « le nouvel antisémitisme ». Cette tribune s'alarme, à juste titre, de l'insupportable regain des crimes et délits antisémites. Depuis une dizaine d'années, des juifs ont été assassinés en France, parce que juifs ! La parole antisémite s'est libérée et a franchi la ligne rouge qui mobilisait des millions de Français dans la rue pendant les soixante ans qui ont suivi la Shoah et la collaboration vichyste.

Cet appel souligne, à raison, le rôle délétère des islamistes et de leurs réseaux idéologiques, lesquels partagent les obsessions antisémites de l'extrême droite et d'une partie de la gauche radicale. Il est hors de question de minorer cette réalité.

Pourtant, il fait l'impasse sur l'autre carburant de cette résurgence de l'antisémitisme qu'est la montée des populismes nationalistes. Plus grave encore, en enfermant cette dénonciation dans une opposition identitaire à une communauté musulmane voulue uniforme, en l'essentialisant dans l'injonction à modifier le Coran, il alimente le fantasme d'une « oumma » que tente de faire advenir l'idéologie des islamistes. Enfin, en mêlant des signataires honorables à des figures proches de la droite identitaire, il décuple le risque de confusion.

Antisionisme radical

Les préjugés antisémites sont très forts dans toute l'Europe, et ils touchent toutes les classes sociales et toutes les confessions, comme l'indiquent les études les plus récentes. Toujours vivace à l'extrême droite, l'antisémitisme a trouvé, depuis les années 1960, un nouveau masque sous la forme d'un antisionisme radical qui reprend les stéréotypes de l'influence occulte des juifs, notamment en laissant croire que toute critique de la politique israélienne est interdite. Dieudonné et ses réseaux l'ont bien compris en désignant à la vindicte « les sionistes » pour tenter d'échapper aux lois qui punissent en France les discours de haine.

On se souvient d'appels à tuer les juifs qui ont fusé dans la rue en juillet 2014, dans le silence d'une partie de la gauche radicale présente dans ces cortèges, et aussi de ceux entendus à « Jour de colère » en janvier de la même année, patchwork de militants d'extrême droite, adeptes d'Alain Soral, proches de Civitas, du Printemps français, de La Manif pour tous, et des supports de Dieudonné, des pro-Assad, des pro-Hezbollah, tous réunis par la même obsession.

LA LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME EST INDISSOCIABLE DU COMBAT ANTIRACISTE, ÉGALITAIRE, RÉPUBLICAIN ET UNITAIRE

L'antisémitisme islamiste se nourrit tout à la fois de préjugés antisémites liés aux théories du complot – nul n'ignore le succès dans le monde arabe des Pro-

tocoles des sages de Sion – et d’une cause palestinienne instrumentalisée. Le djihadisme takfiriste véhicule toutes les haines et commande toutes les tueries : celles des juifs, des homosexuels, des femmes, des mécréants, des minorités religieuses, y compris musulmanes.

La République doit affirmer sa détermination sans faille à contrer et punir non seulement les prédicateurs de haine, mais toutes les militances appelant à la détestation meurtrière. Car la porosité de l’idéologie des islamistes parmi nos concitoyens musulmans existe et doit être combattue pour ce qu’elle est : un danger imminent pour les juifs, pour la France, pour la démocratie.

L’antisémitisme se doit donc d’être dénoncé dans sa globalité. Si nous focalisons notre attention sur le seul antisémitisme des islamistes, nous déculpabilisons tous les autres et ne pouvons le combattre pleinement.

Dépasser les instincts communautaires

Mais, là encore, il manque une précision à la tribune du Parisien. On peut dénoncer les mésusages du concept d’islamophobie, tout en reconnaissant qu’il existe aussi en France des actes et des propos antimusulmans que la République, d’ailleurs, condamne au même titre qu’elle condamne tous les racismes. Car l’enjeu est bien de pouvoir combattre toutes les formes de racisme, qui représentent un danger imminent, non pas seulement pour les juifs ou les musulmans, mais pour la France et la démocratie.

Ce qu’occulte également cette tribune, c’est la montée dans le monde, et en Europe, des populismes nationalistes et la remise en question des valeurs des Lumières par des gouvernements tels que ceux de Pologne, de Hongrie, de Russie, de Turquie. Les idéologies se réclamant du nationalisme et du conservatisme attaquent sournoisement les droits de l’homme et les valeurs démocratiques. Dans la plupart de ces pays, l’expression populiste est empreinte d’antisémitisme, de racisme, d’homophobie, de sexisme.

DÉPASSER LES PEURS ET LES INSTINCTS COMMUNAUTAIRES EST UNE EXIGENCE FONDAMENTALE POUR QUE L’ENSEMBLE DE NOS CONCI-TOYENS, QUELLES QUE SOIENT LEURS VALEURS INTIMES, VIVENT DANS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET PLUS SÛRE

Ce serait une défaite intellectuelle, voire civilisationnelle, de penser pouvoir lutter contre l’antisémitisme en excluant de l’universalisme nos concitoyens musulmans, au motif qu’une petite partie adhère à une idéologie mortifère.

Pour nous, la lutte contre l’antisémitisme exige d’être conduite au nom des valeurs progressistes fondatrices de nos démocraties. Elle doit être le combat de tous, responsables musulmans compris (dont, il convient de ne pas l’oublier, certains ont donné l’exemple). Mais on ne peut pas sérieusement demander à nos concitoyens musulmans de « nettoyer » leur livre saint, de retirer tel ou tel passage du Coran. D’autant que tout laisse à penser que cela ne changerait rien ni à la banalisation de l’antisémitisme ni aux obsessions islamistes.

Sommes-nous confrontés à une guerre de religion ? Non, nous sommes engagés dans un combat des Lumières contre les obscurantismes. La lutte contre l’antisémitisme ne peut pas se compromettre avec un populisme réactionnaire à « bas bruit ». Elle est indissociable du combat antiraciste, égalitaire, républicain et unitaire. Dépasser les peurs et les instincts communautaires est une exigence fondamentale pour que l’ensemble de nos concitoyens, quelles que soient leurs valeurs intimes, vivent dans une société plus juste et plus sûre.

Parmi les signataires : Isabelle Kersimon, journaliste ; Stéphanie Courouble-Share, historienne ; Laurence Croix, psychanalyste ; Adélie Elbaz, dirigeante ; Antoine Germa, scénariste ; Alain Policar, politiste ; Jean-Yves Pranchère, philosophe ; Valéry Rasplus, sociologue ; Shy Shriqui, dirigeant ; Nasser Ferradj, militant laïque, Dominique Sopo, Président de SOS Racisme ; Mario Stasi, Président de la LICRA, Antoine Spire, rédacteur en chef du « Droit de vivre » ; Omar Bouraba, militant associatif ; Denis Charbit, politiste ; Raymond Debord, cadre en protection de l’enfance ; Sylvie Mesure, sociologue ; Laurence Rossignol, ancienne ministre des Droits des femmes et de la famille, sénatrice de l’Oise ; Benjamin Stora, historien ; Myriam Revault d’Allonnes, philosophe ; Farid Abdelkrim, auteur et comédien ; David Assouline, vice-président du Sénat, sénateur de Paris (PS)

Fin de la fin de l'histoire

Par Denis Collin

L'évolution de la situation internationale est tout à fait préoccupante. Certains commentateurs disent que la situation n'a jamais été aussi dangereuse. Je n'en suis pas sûr : au moment de l'affaire des fusées de Cuba, la situation était très dangereuse ! Mais il est clair que nous sommes bien entrés dans une nouvelle phase où les tensions s'accumulent et où se dissipent les illusions du « nouvel ordre mondial ». On souvient qu'après le grand chambardement de 1989-1991, l'essayiste Francis Fukuyama avait annoncé la fin de l'histoire, avec le triomphe de la démocratie et de l'économie de marché. Sous des formes diverses cette thèse a fait florès. La mondialisation remisait au musée des antiquités ou dans les poubelles de l'histoire les États-nations et la gouvernance supranationale rendait obsolète les gouvernements et la vieille politique. Le « doux commerce » une fois de plus devait faire cesser les guerres et le triomphe du désir individuel supprimait les horribles passions nationales. Hélas ! Ce n'étaient qu'illusions. On le savait d'ailleurs. Mais les processus sont en train de se cristalliser et Trump en est l'emblème. Non seulement il est élu sur un programme clair, « America first », mais en plus, ô horreur, il applique son programme – cette simple idée que l'élu puisse appliquer le programme pour lequel les électeurs l'ont porté au pouvoir est, aujourd'hui, tenu pour la pire des abominations « populistes » par le chœur des « démocrates » et autres « progressistes » autoproclamés. Le caractère plutôt fantasque du personnage fait croire qu'il est la cause de cette instabilité et des risques de crise du système. Ce n'est qu'un aspect mineur du problème. Trump ne gouverne pas souverainement : ce sont les différents clans de l'État et de ce qu'on a pris l'habitude de nommer « l'État profond » qui s'affrontent et imposent ou non leur orientation. Contre la ligne d'Obama cherchant un accord avec l'Iran pour mieux avoir les mains libres ailleurs (Obama était largement aussi belliciste, si ce n'est plus que Trump), l'actuel président cherche la confrontation avec l'Iran et s'appuie sur l'axe Israël/ Arabie Saoudite et cette position n'est pas propre à Trump mais elle est celle d'une partie du Pentagone et de la CIA. La rupture de l'accord sur le nucléaire et la rigueur des sanctions acculent Rohani et ouvre la voie aux ultra du régime des mollahs. La guerre n'est pas certaine mais quinze ans après l'Irak, on ne peut exclure une nouvelle aventure guerrière des USA, une aventure dont les conséquences seront infiniment plus graves que la guerre de 2003.

Il y a un autre aspect : c'est la guerre commerciale contre l'Europe. La rupture avec l'Iran permet aux USA d'appliquer une loi extraterritoriale et leur donne le droit de sanctionner les sociétés européennes qui commerceraient encore avec Téhéran. Tous les gouvernements européens se sont inclinés et ont sacrifiés leurs compagnies sur l'autel de l'alliance américaine. On ne peut plus nettement montrer le mépris des USA pour leurs alliés et le caractère impérialiste de leur politique. Il y a quelques semaines, Trump recevait Juncker et le rassurait : pas de protectionnisme vis-à-vis de l'Europe ! Mais les paroles s'envolent. Juncker à peine dégrisé, Trump imposait des taxes très fortes sur un certain nombre de produits européens, dont les automobiles (un missile envoyé sur Angela Merkel).

Troisième aspect : derrière toutes les gesticulations américaines, il y a un ennemi : la Chine, première puissance économique pour le PIB exprimé en parité des pouvoirs d'achat et premier créancier des USA. Trump a d'ailleurs imposé aussi de nombreuses taxes sur les produits chinois et, de toute façon, n'a rien à faire des remontrances que pourrait lui adresser l'OMC puisqu'il a même menacé de quitter cette institution que les USA ont longtemps animée, tant qu'il y ont trouvé leur intérêt.

De tout cela il découle que, comme toujours dans leur brève histoire, les USA ne tiennent jamais leur parole. Les traités ne sont pour eux que des chiffons de papier qui n'engagent que ceux qui y croient, mais n'engagent jamais les USA. La force, rien que la force. Les « valeurs démocratiques » dont se gargarisent les intellectuels européens, les USA s'en moquent comme d'une guigne. Les

« droits de l'homme », c'est pour amuser les gogos. Il s'ensuit que la puissance américaine est aujourd'hui le danger principal dans le monde entier, et pas l'Allemagne comme le pensent un certain nombre de politiciens français qui se croient toujours en 1870. La meilleure nouvelle que l'avenir puisse nous apporter serait la liquidation de l'empire américain, empire d'autant plus dangereux qu'il a pour principal allié aujourd'hui l'islam sunnite, soit directement (Arabie Saoudite, Égypte, Émirats) soit indirectement via les groupes terroristes plus ou moins manipulés (Al Qaida, Daesh).

Face aux USA, la Russie refuse sa marginalisation. Sous Boris Elstine, les USA et leurs alliés avaient entrepris la mise à sac de la Russie qui devait être transformée en puissance de troisième ordre, réserve de matières premières. Poutine a réussi à redonner à la Russie une partie de son lustre passé. À destination des anciens amis de l'URSS reconvertis en amis de Poutine, signalons qu'il n'y a pas une once de « socialisme » dans la Russie de Poutine, la réforme des retraites qui voit les travailleurs russes se dresser contre Poutine en témoigne. Sous la férule de Poutine s'est développé un certain genre de capitalisme autoritaire, soumis en partie aux ordres du pouvoir d'État, un capitalisme de rente où l'enrichissement est permis et même encouragé pourvu qu'il entre dans les vues du gouvernement. Mais ce n'est pas pour autant une tyrannie et encore moins un régime totalitaire. La Russie n'a pas de volonté impériale à l'échelle mondiale (elle n'en a pas les moyens) mais cherche à consolider ses frontières, son unité nationale et ses bases militaires. On ne comprend rien à la position russe sur la Syrie si on oublie que l'intégrisme islamiste est aux portes de la Russie et que Bachar semble un moindre mal par rapport aux diverses variétés de « fous de Dieu » qui servent de supplétifs aux intérêts des USA.

Devenue un géant économique, la Chine cherche tout naturellement à devenir un géant politique. Sa force de frappe économique lui permet de s'implanter en Afrique, en Asie centrale, mais aussi en Europe. La Chine n'a aucun intérêt à la guerre. Le commerce pacifique lui a bien réussi et devrait lui réussir encore. Il est cependant probable que la situation en Corée inquiète Pékin. La guerre commerciale qui se livre entre Pékin et Washington oblige les dirigeants à sortir de la dépendance à l'égard des USA, à nouer des alliances locales, à construire leur propre monde, ce qui ne peut qu'aggraver les inquiétudes et les velléités de riposte du côté américain. La réconciliation des deux Corées sous la houlette de Trump pourrait contribuer à isoler l'Empire du milieu et c'est peut-être cela qui explique les revirements de Trump à propos de « Rocket Man ». D'autres nations cherchent à s'affirmer comme la Turquie, concurrent direct de l'Arabie Saoudite – il ne faut oublier le vieil antagonisme entre Turcs et Arabes. Pour le Brésil ([voir l'article d'Otavio Rocha sur la Sociale](#)), toutes sortes de manœuvres de Washington visent à casser net les velléités d'indépendance – c'est le sens du véritable complot contre Lula – et à maintenir la bourgeoisie brésilienne à sa place de bourgeoisie « comprador ».

Cette situation n'est pas un « retour en arrière », comme pourraient le penser les progressistes iréniques, mais, au contraire, elle est le produit de la « mondialisation » qui, en stimulant le développement du capitalisme a stimulé le développement de nouveaux capitalistes nationaux, de nouvelles puissances à prétention régionale ou mondiale. Loin d'annihiler les nations au profit du commerce, la nouvelle phase du capitalisme leur a redonné une certaine vigueur et a aiguisé les antagonismes. Le terme « nouvel ordre mondial », ressassé dans les années 1990 et 2000 semble avoir pratiquement disparu des discours politiques et des éditoriaux des journaux.

Dans ce retour des nations, il y a un autre facteur essentiel. La « mondialisation » en tant qu'expression du mode de production capitaliste à notre époque met en péril les nations, c'est-à-dire les cadres fondamentaux de la vie sociale et politique des peuples. Cela produit une réaction en retour. Les peuples n'ont généralement aucune envie de mourir. Les mouvements de population sont dès lors perçus comme des menaces, particulièrement pour les nations dont la natalité est très déclinante (pays d'Europe centrale et orientale, Italie) ou pour ceux dont les mœurs et la liberté reposaient une grande homogénéité (cas des pays scandinaves). C'est ce qui explique en partie la montée de partis qu'on appelle populistes comme en Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Italie, Danemark ou Suède, pour ne pas parler de l'Allemagne et de la France. La montée des tensions internes dans chacun de ces pays peut faire redouter des développements moins pacifiques qu'aujourd'hui.

Ainsi, le « nouvel ordre mondial » promis voici bientôt trente ans est un chaos dans lequel seuls les États-nations peuvent garantir la sécurité et la vie des citoyens. Le nomadisme cher à Antonio Negri, c'est la situation dans laquelle le capitalisme précipite une partie de l'humanité et contre cette perspective que montent les réactions qui ne sont pas toutes très sympathiques mais toutes parfaitement compréhensibles. Loin de la « mondialisation heureuse » et des

contes pour les enfants qu'ont racontés les Delors, Minc, Attali et leurs amis sociaux-démocrates et « centristes de progrès », l'histoire reste tragique et l'ordre mondial n'est rien d'autre que le rapport des forces, toujours changeant. Avec, toujours possible, l'issue de la guerre, surtout si une nouvelle et grave crise financière explose à court terme.

Costanzo Preve pensait que la quatrième guerre mondiale avait commencé avec la chute du mur de Berlin (la troisième étant la guerre froide). Il n'avait peut-être pas tort. Si la formule est un peu hyperbolique elle a le mérite d'attirer l'attention sur la réalité profonde. Face à cette situation, la question de la lutte pour la paix redevient centrale. Il est nécessaire d'en définir les conditions. Le premier principe de droit international, celui qui est affirmé au traité de Westphalie qui mit fin à la « guerre de trente ans » (1618-1648) est celui de la souveraineté des États et de la non-intervention dans leurs affaires intérieures. L'interventionnisme « humanitaire » a toujours eu pour résultat d'aggraver les malheurs des peuples qu'on prétendait sauver. Les échecs répétés (Afghanistan, Irak, Syrie) de ces interventions devraient servir de leçon. Mais si aucune leçon n'est tirée, c'est parce que le souci humanitaire n'est qu'un vague prétexte. Pour notre pays, il est plus que temps de se défaire des liens de subordination vis-à-vis des USA, notamment des liens de subordination via l'Union Européenne dont la défense est l'Alliance Atlantique. Quand les USA organisent des véritables kidnappings pour obtenir la vente au rabais d'une entreprise (comme ce fut le cas pour Alstom), il est invraisemblable que le gouvernement français laisse faire et ne prenne aucune mesure de rétorsion contre les intérêts américains. Les Chinois se passent très bien des GAFAs, pourquoi pas nous ? Il est également nécessaire de refuser de nous laisser embarquer dans des aventures stupides comme les sanctions contre la Russie, sanctions qui n'ont sanctionné finalement que notre économie. Mais là encore, il faudrait pouvoir dire que Juncker ne parle que pour lui-même (et éventuellement pour le Grand-Duché du Luxembourg) mais absolument pas pour nous. Ce qui supposerait que nous ayons d'autres dirigeants que les couards qui nous gouvernent depuis un bon moment.



La lutte contre la fusion des académies

Par François Ferrette

Le reformatage de la forme administrative de l'Etat sous l'injonction de l'union européenne

Sous l'injonction de la commission de Bruxelles, tous les Etats membres sont sommés de modifier leur organisation administrative. La commission européenne avait ainsi publié le 2 juin 2014 une recommandation sur le programme de réformes de la France. Elle demandait de « *simplifier les divers échelons administratifs en France, en vue d'éliminer les chevauchements de compétences, entre les administrations, de créer de nouvelles synergies, d'obtenir de nouveaux gains d'efficacité et de réaliser des économies supplémentaires en fusionnant ou en supprimant des échelons administratifs.* » L'objectif est de faire émerger des régions suffisamment importantes pour négocier directement avec la Commission de Bruxelles. Récemment, elle a demandé les mêmes modifications à l'Ukraine et la Moldavie.

Parallèlement, l'union européenne cherche à constituer des métropoles, nouveau lieu de maximisation du capital. Les capitaux se concentrent là où le taux de profit sera le plus important.

Les régions peuvent plus facilement négocier des dossiers, percevoir des fonds qui tiennent toujours compte des conditions de l'Union européenne. Se perd ainsi la maîtrise du développement de la France dont les fonctions de l'Etat s'amenuisent. Cela affaiblit du même coup l'action des premiers responsables politiques... qu'ils ont eux-mêmes encouragés !

Le gouvernement français s'est donc exécuté sous Hollande et la loi Notre du 7 août 2015 diminuant le nombre de régions passant, en métropole, de 22 à 13, en est la résultante directe. Mais le processus n'était pas achevé et il manquait un pan essentiel de l'administration avec ses



30 académies, 97 inspections académiques et son million de salariés. Comme le note le géographe Jean-Pierre Garnier, la métropolisation est le « stade suprême de l'urbanisation capitaliste ». Il ajoute : « Reste à savoir pourquoi ce « modèle métropolitain » fait l'unanimité parmi les « élites » locales, élues ou non. Tout simplement parce qu'elles doivent faire leur, elles aussi, le principe non écrit mais impératif qui régit désormais l'ensemble de la vie en société : la « concurrence libre et non faussée ». Celle-ci, qui oppose les entreprises, les États et les individus entre eux, met également les villes en rivalité. »

Il semble que les contributions polémiques du géographe Christophe Guilluy, à qui on doit la notion de la « France périphérique », celle qui est la laissée-pour

-compte de la mondialisation, mais aussi les critiques « d'en bas » sur la raréfaction de la présence de service public, ait nécessité une forme de réponse pour prendre à contre-pied tous ceux qui seraient tentés de dénoncer la dévitalisation des départements et la concentration des emplois publics sur les grandes métropoles. Aussi, le ministre de l'éducation nationale, Blanquer, prend position pour le maintien d'un service public de proximité, pour un équilibre entre les métropoles et les villes moyennes...



Les académies réorganisées : la question de l'emploi public

L'implantation des emplois devient un véritable problème

pour les travailleurs dans cette dynamique de métropolisation puisque certaines villes peuvent compter 10, 20 ou 30% d'emplois publics sur leur bassin. Les couches supérieures et la classe dominante promeuvent la mobilité comme le nec plus ultra du comportement normal de tout un chacun. Ceci découle sans doute du caractère hors sol d'une partie de la bourgeoisie et de start-upers que rien n'effraie. En réalité, en France hors métropoles, 60% des gens travaillent dans le département où ils sont nés. En intégrant les métropoles françaises, on atteint tout de même 52%. Nous sommes donc loin d'une société « liquide », dont les frontières s'émousseraient avec le temps et qui s'intégreraient paisiblement dans le concert européen et mondial. Les pratiques ne sont pas celles fantasmées dans les hautes sphères dirigeantes. On aime encore en France, pays de tradition rurale, vivre là où l'on a vécu dans son enfance. Appliqué au monde du travail, cela se traduit par la recherche d'un emploi jamais trop loin de sa famille. Cela a aussi quelque chose à voir avec les solidarités concrètes des familles et des réseaux d'amitiés.

Le gouvernement souhaitait initialement la concentration des emplois sur les nouveaux chefs-lieux de régions

Initialement, l'objectif était de fermer des sites et de procéder à des mobilités géographiques forcées. Selon les chiffres gouvernementaux, 3000 fonctionnaires devaient être déplacés autoritairement avec la fermeture des sites ex chefs-lieux des anciennes régions. Mais sous la pression des personnels, des syndicats, des élus, le gouvernement a renoncé à ce projet. En contrepartie, il a accepté de maintenir des services dans des localités où des sites auraient dû fermer et a décidé que les services de l'Etat refondus dans le cadre des nouvelles régions prendraient la forme de services en multisites.

Mais le gouvernement maintenait le cap de la concentration des emplois dans les villes stratégiques. Au lieu de la méthode dure, il choisit la méthode douce

en proposant une indemnité (Prime d'accompagnement de la réorganisation régionale de l'État) devant faciliter le transfert de personnels vers les sièges des nouvelles régions. Malheureusement pour les tenants de la concentration des emplois, très peu de salariés ont fait le choix de partir avec arme et bagage dans les nouveaux chefs-lieux de régions. Des crédits avaient pourtant été réservés pour 1000 mobilités mais c'est moins d'un tiers des crédits qui ont été utilisés.

Le gouvernement se retrouve donc avec des services isolés à travers la France qu'il n'a pas désiré et sa fameuse indemnité dont il a été question n'a pas eu le succès escompté. Or, les services multisites fonctionnent avec des difficultés multiples.

Une nouvelle organisation administrative en multisites

Si des services multisites ont pu exister auparavant, cela n'avait pas de caractère systémique. Il s'agit donc d'un choix gouvernemental, d'une orientation à caractère de masse tout à fait hors norme et la communication gouvernementale ne le cachait pas : « *expérimenter de nouvelles méthodes de travail visant à répondre aux enjeux du fonctionnement en multisites et du travail à distance* ». De quoi s'agit-il ? Là où il y avait donc deux services de l'Etat identiques dans deux régions fusionnées (DRAC, DREAL...), les deux services en question sont eux fusionnés en un seul service avec réorganisation interne. Le personnel est maintenu avec un chef unique et les sites se spécialisent par missions pour supprimer les « doublons ».

Mais ce type d'organisation soulève rapidement de nombreuses questions dont un rapport au Sénat a dénoncé une partie de la réalité : « *S'agissant de l'impact de la mise en place des directions régionales multi-sites sur le quotidien des agents, ces derniers sont principalement préoccupés par trois sujets : le sur-investissement des cadres et leur fatigue liée aux déplacements, le manque d'informations des agents concernant leurs droits, et les tensions créées par la confrontation de pratiques professionnelles différentes.* » A cela il faut ajouter des dysfonctionnements : sous encadrement des sites distants (pas d'interlocuteurs immédiats pour accompagner les personnels dans leur quotidien) ou multiplication de cadres intermédiaires (alourdissant les procédures de décisions), absence de savoir-faire après le départ d'un certain nombre de salariés, problèmes de fluidité de l'information, fiches de postes imposées, risque d'intensification du travail, stress, absence d'unité dans le service (certains s'estimant plus important que l'autre ou les autres), carrière dépendante des sites éloignés dotés d'emplois supérieurs... Le rapport du Sénat conclut d'ailleurs que : « *Entre l'éloignement des agents et le décalage entre les fonctionnements, les motifs d'inquiétude ne manquent pas pour les*



services de l'État, dont je salue l'effort d'équilibre : ils n'ont pas habillé Paul en dépouillant Pierre. Mais quelle sera leur évolution, quand la politique générale est à la réduction des effectifs ? Face à la tendance à la centralisation des services de la région dans son chef-lieu, l'État pourra-t-il continuer à disperser ses services ? ».

Le reformatage de l'éducation nationale dans le cadre exact des nouvelles régions permettront à ces dernières d'avoir des ambitions nouvelles. Une des lignes directrices des gouvernements est la responsabilisation des échelons locaux dans la définition de la politique éducative. Les gouvernements n'ont eu de cesse de décentraliser à tout-va et la phase terminale consistera dans le transfert des personnels aux régions avec des jeunes formés uniquement en fonction des besoins locaux.

Emergence de luttes « territoriales » ?

La fusion des académies a inquiété les personnels ces derniers mois, avant même l'annonce officielle, dans quatre académies dont trois (Amiens, Caen, Limoges) à forte coloration rurale. Ce n'est pas un hasard si des mobilisations ont eu lieu après les vagues de licenciement et de désindustrialisation, notamment autour d'Amiens. Les populations ressentent une fragilité du tissu économique, des services publics. A Caen, les fusions d'établissements scolaires sont annoncés depuis plusieurs années et timidement mises en œuvre, la question des « petits » collèges restant un sujet toujours d'actualité. Or, on sait le rôle fixateur de populations que constituent les institutions publiques quand l'emploi privé fait défaut. Limoges, zone fragilisée depuis de très nombreuses années a été en pointe dans la lutte pour le maintien de son académie. Plus de 5000 signatures en quelques semaines, toutes organisations syndicales confondues, ont dépassé de très loin le nombre de pétitionnaires des autres académies mobilisées.

Des élus locaux ont pris position mais restent bien timorés quant à une bataille décisive. Ces exemples de luttes démontrent une fois de plus la nécessité de l'ancrage dans la réalité locale pour développer la conscience.

Le ministre Blanquer a annoncé le 19 juillet un calendrier prudent puisque les recteurs ne pourront réorganiser leurs académies nouvelles qu'après accord du ministre lui-même dans le cours de l'année 2019. Il a tiré un bilan des initiatives antérieures sous Sarkozy, dans les années 2007-2012, sans aucun plan d'ensemble puisque relevant de l'échelon académique. Blanquer milite donc pour le maintien des équilibres actuels entre les villes pour atténuer l'effet de métropolisation. Or, pour des raisons d'efficacité et d'économie, les recteurs cherchent à disposer de services proches d'eux et c'est ce qui explique le transfert de très nombreux emplois des Inspections académiques

Militant,
C'est aussi une page facebook !

The image shows a screenshot of a Facebook page for a group named 'Militant'. The page header features a profile picture of a woman and the name 'Militant' in large, bold letters. Below the name is a black banner with white text that reads 'Bulletin marxiste pour la France Insoumise'. The page layout includes a navigation menu on the left with options like 'Accueil', 'À propos', 'Photos', 'Événements', 'Welcome', 'Publications', 'Articles', and 'Communauté'. The main content area shows a post with a status update, a photo/video upload section, and a text input field. On the right side, there is a 'Site web personnel' section and a 'Communauté' section showing a list of members and their interactions.

La secousse italienne

Une crise politique riche d'enseignements

Par Jacques Cotta



Les élections italiennes « nous ont secoués ». C'est le bilan que Macron et Merkel tirent en commun des élections italiennes. À juste titre. Car ces élections, comme nous l'avons expliqué dans les « colonnes » de la Sociale¹ sont d'abord la défaite de européistes qu'il s'agisse du Macron italien, Matteo Renzi ou du leader vieillissant de *Forza Italia*, Silvio Berlusconi. Il faut avoir perdu tout bon sens pour imaginer, comme Gérard Filoche, que l'Italie est en 1922, au moment de la prise du pouvoir par Mussolini, avec Salvini, chef de la Lega dans le rôle du *Duce*. Tentative désespérée pour se raccrocher aux cadres du passé et penser le neuf dans les vieux schémas. À moins que Filoche ne soit pris de frayeur par les 1% faits par les authentiques fascistes de *Casa Pound*. La situation italienne est très compliquée. Les électors du M5S et ceux du PD et de Liberi & Uguali sont souvent proches et les électeurs de la vieille gauche verraient d'un bon œil une coalition M5S-Centrosinistra et Sinistra. Matteo Renzi et ses amis s'y refusent catégoriquement car pour eux l'anti-européisme du M5S est rédhibitoire. Les dirigeants du M5S, Di Maio en tête veulent gouverner : ils sont la première force politique et il serait normal qu'ils obtiennent la direction du gouvernement. Mais il faut faire une coalition et du coup le parti antisystème (« *vaffanculo* » fut longtemps l'injonction adressée par Beppe Grillo à toute la classe politique) ne serait plus antisystème et serait lui aussi soumis aux *incuci*, à ces conciliabules secrets entre chefs qu'il dénonçait vertement. Et effectivement dans une interview à la *Repubblica*, Grillo a mis beaucoup d'eau dans son vin et s'est montré conciliant en diable. Le M5S est un peu tout, selon lui, et il représente finalement l'unité nationale italienne. Entre la posture d'hier et la ferme volonté d'aller au gouvernement aujourd'hui, le cœur du M5S chavire !

Mais voilà qu'apparaît une nouvelle qui bouleverse les rédactions (parisiennes surtout) : Salvini se dit prêt à une coalition avec le M5S. « Union des populistes de droite et de gauche » : voilà l'horreur absolue qui menace la troisième économie de l'Union Européenne ! Ceux qui voient en Salvini le nouveau Benito Mussolini en perdent leur latin, à moins que pour eux le M5S soit aussi un parti fasciste. Berlusconi voit la situation lui échapper encore un peu plus et la confrontation entre lui et Salvini promet d'être rude. La crise se noue autour des désignations des présidents de la chambre et du Sénat qui nécessite un accord de trois formations. Pour la chambre, il est entendu qu'elle reviendra au M5S et le Sénat au *Centrodestra*, mais Di Maio refuse le candidat proposé par *Forza Italia* et Salvini n'a guère de courage pour défendre ce candidat proposé par ami Berlusconi. Toutes ces manœuvres nous paraissent étranges, à nous Français, habitués à obéir à la schlague de la Ve République. Mais l'Italie est un régime parlementaire, et c'est une très bonne chose.

Comment un accord de gouvernement est-il possible ? Salvini en trace les grandes lignes : desserrer la discipline de l'UE, relancer l'économie italienne afin d'obtenir une hausse du salaire médian italien, faire une politique pour la natalité (l'Italie se dépeuple aujourd'hui assez vite) et lutter contre l'immigration. Ce sont des points sur lesquels pense-t-il, un accord avec le M5S est possible. La pomme de discorde est le « revenu de citoyenneté » dont certains « leghistes » comme Maroni pense qu'il servirait surtout aux « assistés du Sud ». Mais il a déjà averti qu'il ne ferait pas scission.

Nous en sommes là ! Qu'est-ce que cela montre ?

Tout d'abord qu'à appeler fasciste tout le monde, on finit par n'y plus rien comprendre. La Lega est une drôle de chose mais pas un parti fasciste. Parti de masse, construit sur le modèle du PCI, elle n'a jamais eu de projet totalitaire ni de bandes armées pour écraser les organisations ouvrières et démocratiques. Dans les rangs des syndicats on trouve pas mal de militants leghistes et la Lega

joue le jeu de la démocratie. Au début elle était pour la sécession du Nord (la fameuse Padanie symbolisée par le *carroccio*) mais aujourd'hui elle se présente dans toute l'Italie, elle se veut un parti national qui veut transformer la république italienne en fédération. Idéologiquement, elle s'est rapprochée du Front National version Marine Le Pen et de l'Église catholique. C'est surtout un parti xénophobe qui exerça d'abord sa xénophobie contre le Sud ... de l'Italie, sachant que le Sud commence légèrement au nord de Rome. C'est un parti antipathique, sans aucun doute, mais pas un parti fasciste.

En second lieu, il faut cesser de mettre des œillères. En Italie les choses se passent un peu comme si Marine Le Pen avait proposé à Jean-Luc Mélenchon une sorte de pacte de gouvernement temporaire pour redresser économiquement le pays et desserrer l'étau européiste. Il y a peu de chances que cela marche. Mais on est à cent lieues des fantasmes sur la montée du fascisme. Il serait plus utile de se demander pourquoi le thème de la xénophobie marche si bien dans les classes populaires, plutôt que pleurnicher sur la décomposition de la gauche. Quand Salvini dit qu'il ne veut pas que l'Italie devienne un camp de réfugiés, comment lui donner tort ? Et comment faire la morale à ceux qui le soutiennent, ces travailleurs précarisés par le Jobs Act de Renzi (la loi Macron version italienne) soutenu par la « gauche » et qui gagnent moins que ce que coûte à l'État chaque réfugié. Évidemment, c'est une maigre « conscience de classe ». Tout ce petit peuple italien n'est ni assez internationaliste ni assez chrétien et il déçoit les « révolutionnaires » qui savent ce qu'il faut faire mais n'ont jamais rien fait de sérieux. La Lega et le M5S, chacun à sa manière, sont les héritiers naturels de la hideuse décomposition du PCI qui présente bien des ressemblances avec la décomposition de la bureaucratie en URSS.

Il faut, si on veut sortir de cette situation chaotique, définir un discours clair sur la question de l'immigration et celle des réfugiés (ce sont deux questions distinctes). Un discours qui cesse de faire la morale aux pauvres et prennent sérieusement en compte les angoisses du peuple. Il y a beaucoup d'immigrés en Italie et leur intégration se fait. Et le problème des réfugiés n'est si pressant que parce que

« nous » (les Français, par exemple) avons organisé le chaos (en Libye, par exemple) et ensuite laissons les Italiens se débrouiller comme ils le peuvent avec les conséquences de « nos » propres fautes – j'inclus là-dedans ces bons camarades socialistes de gauche qui ont contribué jusqu'au bout à la division qui nous a valu un match Le Pen/Macron au second tour de 2017.

Enfin, le problème est de construire une stratégie de rassemblement pour une « bloc de classes », un rassemblement des ouvriers, des employés, des chômeurs, des petits patrons, de tous ceux qui souffrent de la « mondialisation » capitaliste et de la politique de l'UE ; un rassemblement vraiment « populiste » qui liquide définitivement les artifices d'un clivage droite/gauche qui sert surtout à transformer le peuple en masse de manœuvre pour les bourgeois « de gauche ». Un tel rassemblement demanderait des formes d'organisation en vue de reconstruire l'hégémonie culturelle des forces de résistance. Le M5S, comme LFI en France, verra bien vite qu'un mouvement « gazeux » structuré sur internet, ça ne suffit pas.

Le 20 mars 2018



Maroc, FMI, Banque Mondiale : sortir du cauchemar néolibéral

Par Yazid Arifi

Sont-ils cons ou sont-ils cyniques ? A la lecture du dernier mémo de la Banque Mondiale concernant la situation de l'économie marocaine, c'est cette sempiternelle interrogation au sujet du formidable entêtement des dominants qui obnubile l'esprit. En effet, l'entendement ne peut qu'être froissé à la découverte du diagnostic et surtout des préconisations établies par la Banque Mondiale et présentées en fanfare à la mi-mai. Les mêmes méthodes et les mêmes recettes nous sont en effet présentées inlassablement depuis plus de 60 ans avec le vernis de la nouveauté et du moderne, dans cet insipide jargon managérial caractéristique de la littérature néolibérale...et toujours aucun bilan critique de tous les mémos et de tous les plans d'ajustement structurel qui ont précédé celui-ci. Tout au contraire, ce mémo démarre en trombe, en saluant les « avancées incontestables » du royaume chérifien tant sur le plan économique et social que sur celui des libertés individuelles et des droits civiques et politiques. Avec la grandiloquence qui les caractérise, les experts de la Banque Mondiale vont même jusqu'à nous expliquer que le Maroc a enclenché « un processus de rattrapage économique vers les pays d'Europe du sud ». On croit rêver. Il est ainsi tout à fait étonnant de découvrir, sous la plume des économistes de la Banque Mondiale, que le Maroc aurait réussi, au cours des 15 dernières années, à réaliser les investissements et à se doter des infrastructures lui ayant permis de faire reculer substantiellement la misère et l'analphabétisme. Par ailleurs, quelle n'est pas notre surprise, nous autres Marocains, lorsque nous apprenons en lisant ce document que le taux de croissance annuel moyen de l'économie marocaine sur période longue est qualifié de satisfaisant. La Banque Mondiale ne voit pas matière à tirer la sonnette d'alarme alors même que l'échec du pays dans l'entreprise d'améliorer les conditions de vie matérielles du corps social et de réduire les inégalités est patente, de même que son incapacité à décorrélérer le taux de croissance de la pluviométrie.

Ce tableau élogieux étant évidemment aussi une entreprise d'auto-célébration de l'organe washingtonien, soucieux de flatter ses « bons élèves », il débouche



sur des recommandations sans surprise. On découvre qu'il faut ainsi approfondir les logiques qui ont porté aux succès retentissants des années 2000 et 2010 pour que le Maroc rejoigne la catégorie des pays à revenu intermédiaire élevé à horizon 2030. Sans surprise, c'est un spectaculaire cocktail des remèdes les plus antisociaux qui est prescrit au pays (détricotage du code du travail, assouplissement du régime de change, une libéralisation du contrôle des capitaux, une réduction des barrières tarifaires et non tarifaires...), alors même que ceux-ci ont provoqué et continuent de provoquer des cataclysmes économiques dans les pays émergents (Argentine, Brésil, Malaisie, Thaïlande...) comme développés (Europe du Sud aujourd'hui).

Absence totale d'analyse rétrospective critique de son œuvre, acharnement thérapeutique consistant à prescrire systématiquement le mal comme remède, présentation élogieuse mais déconnectée de la réalité de ses disciples...tout porte à croire qu'entre la connerie et le cynisme, c'est bien la première option qui a le vent en poupe au sein des bureaux feutrés des « institutions internationales ». Pourtant, en l'occurrence, les apparences sont plus trompeuses que jamais. Car celles qu'on appelle sobrement les « institutions internationales » ne se contentent pas d'être un regroupement d'économistes engagés de manière désintéressée dans le combat en faveur de la vérité scientifique. Sous les oripeaux de la neutralité académique se cachent en réalité deux acteurs principaux de la production et de l'application de l'idéologie dominante. Ces lieux neutres, comme les qualifiait Bourdieu, se prévalent de la rigueur académique pour étendre les limites de l'empire du capital à l'échelle de la planète et concrétiser la sacro-sainte *pax americana*, en foulant aux pieds la souveraineté des peuples et leur capacité à s'autodéterminer. En son temps, l'administration Bush ne s'en cachait même plus lorsqu'elle affirmait en 2000, en parlant des aides de la Banque Mondiale, que « l'idée selon laquelle [elles] ne devraient être accordées à un pays en difficulté que sous certaines conditions relatives à [son] utilisation (en termes de bonne gestion, mais aussi de respect des droits de l'homme, par exemple) est maintenant largement admise ».

De quoi le FMI et la Banque Mondiale sont-ils le nom ?

Pour comprendre ce que sont réellement le FMI et la Banque Mondiale, il faut se pencher sur leurs origines et leur fonctionnement. Créés respectivement en 1944 et en 1945 suite aux accords de Bretton Woods qui structurent le fonctionnement économique du monde post-2ème guerre mondiale, le FMI et la Banque Mondiale sont les deux institutions chargées d'éviter des crises de la même ampleur que celle qui a suivi octobre 1929, et de financer la reconstruction du monde développé tout en encourageant la croissance économique de ce qu'on l'appelle encore le Tiers Monde. Derrière ces mots d'ordre louables se cache en réalité une véritable opération de mise au pas de la planète dont les Etats-Unis sont les seuls et uniques instigateurs : tout se fera comme ils l'entendent. Keynes souhaitait la mise en place d'une banque centrale mondiale dotée d'une monnaie unique servant aux échanges internationaux ? Le négociateur étasunien Harry Dexter White lui imposera le dollar américain comme monnaie de réserve mondiale. Les pays nouvellement indépendants souhaitaient atteindre la prospérité, le développement et la souveraineté économiques ? Ils auront les plans d'ajustement structurels, la trinité « Privatisation -Austérité-Libéralisation » et les prêts conditionnels. C'est d'ailleurs ce mot qui résume l'ordre économique mondial institué par Bretton Woods, le FMI et la Banque Mondiale : pour avoir droit aux « largesses » de ceux qui ont l'argent, il faut se soumettre à leur diktat.

Ceci devient encore plus clair lorsque l'on s'aperçoit que, contrairement à l'assemblée générale onusienne où « un pays = une voix », le FMI et la Banque Mondiale fonctionnent pratiquement comme l'actionnariat d'une société de capitaux : « un dollar = une voix », à quelques brouilles près. Les Etats-Unis disposent ainsi à eux seuls de 16,77% des droits de vote au FMI (pour 17,09% de quote-part versée) et 16,66% à la Banque Mondiale. Or les statuts du FMI et de la Banque Mondiale prévoyant qu'aucune décision ne puisse être prise avec moins de 85% de voix favorables, les Américains y disposent de fait d'un droit de veto. Au sein du bureau exécutif chargé de la gestion quotidienne du FMI, seuls 8 pays ont droit à un administrateur attitré : Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Arabie Saoudite, Chine et Russie. Tous les autres pays sont obligés de se regrouper, selon un découpage géopolitique assez surprenant (l'Espagne avec ses ex-colonies d'Amérique latine...). Idem à la Banque Mondiale, les mêmes pays ayant droit aux mêmes privilèges.

Le doute n'est donc pas permis : la Banque Mondiale et le FMI ne sont pas des organismes humanitaires. Ce sont des acteurs politiques dont l'agenda est défini par ceux qui l'ont conçu et qui continuent de le financer, à savoir les États-

Unis d'Amérique. Dès lors, rien d'étonnant à ce qu'ils se transforment en véritable bras armé de la doctrine économique promue par l'élite étasunienne. Ainsi, ces institutions vont se faire les hérauts de ce que l'on peut qualifier schématiquement de capitalisme néolibéral, dont les tendances saillantes sont la prégnance de la finance internationale, la déréglementation à tous crins et l'impérialisme aux relents néocoloniaux. Evidemment, ce subtil mélange se traduit par un déni permanent des principes démocratiques, l'intérêt général étant systématiquement évincé au profit des intérêts de ce que Chantal Mouffe appelle sobrement la « caste », qu'elle soit nationale ou étrangère. Les institutions internationales s'accommoderont donc aisément du caractère dictatorial des régimes auxquels ils apportent leur soutien financier, notamment dans un contexte de guerre froide où l'atteinte de l'indépendance par un grand nombre de pays africains et asiatiques offrira autant de théâtres à l'affrontement avec l'ennemi soviétique.

Depuis leur création, FMI et Banque Mondiale ont ainsi soutenu beaucoup d'alliés stratégiques du bloc capitaliste occidental, y compris les pires dictatures : l'Indonésie de 1965 à aujourd'hui, le Zaïre de Mobutu, les Philippines sous Marcos, le Brésil de la dictature à partir de 1964, le Nicaragua du dictateur Somoza, le Chili de Pinochet, l'Afrique du Sud de l'Apartheid... En incitant des régimes réactionnaires à pratiquer des politiques économiques aux antipodes du bien commun et favorables aux intérêts des détenteurs de capitaux à travers le monde, les institutions internationales nous dévoilent le caractère illibéral du néolibéralisme et leur identité fondamentalement conservatrice. Il ne faut donc pas s'y tromper : l'insistance avec laquelle les mêmes solutions économiques sont imposées aux pays en demande d'assistance depuis 70 ans n'est pas le fruit de l'amnésie, mais la conséquence logique d'une certaine architecture du monde et des objectifs politiques qui en découlent.

Le Maroc, à l'avant-garde de la contre-révolution néolibérale

En la matière, le Maroc représente pratiquement un cas d'école. Dès 1964, alors même que les recettes économiques libérales adoptées sont déjà en train de faire montre de leur échec et que le régime est en pleine dérive autoritaire, la Banque Mondiale publiera un premier mémo invitant les autorités à affirmer son identité capitaliste. A côté de la priorité affichée pour les infrastructures publiques, la BM encouragera ainsi le Maroc à développer les activités génératrices de devises (agriculture d'exportation, tourisme, mines...) tout en préconisant des politiques budgétaires et monétaires résolument de droite : restriction de la dépense publique, fortes augmentations des impôts indirects et surtout stimulation de l'investissement privé et de l'esprit d'entreprise à travers la baisse significative de l'impôt sur les sociétés et un abandon de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Le mariage entre régime autoritaire et néolibéralisme est consommé...et va durer longtemps, pour le pire et pour le pire. Car l'essentiel des choix structurants qui vont être faits au Maroc en matière de politique économique datent de la décennie 1964-1973, le mémo ayant donné le la. Ceux-ci se résument à deux orientations princeps :

Une foi sans borne en le privé, la concurrence et l'économie de marché dans leur aptitude à tirer le pays vers le développement, l'État se mettant en retrait
Une préférence pour le modèle de la promotion des exportations (et donc contre celui de la substitution des importations), dans le cadre d'une intégration approfondie dans ce qu'il est déjà convenu d'appeler la « division internationale du travail »

Au début des années 80, les choix économiques faits par le Maroc se traduisant par une grave dégradation de la situation générale du pays, celle-ci étant d'ailleurs accentuée par le contexte international et le climat : sévères cycles de sécheresse, 2ème choc pétrolier, hausse du dollar et des taux d'intérêt, effondrement des cours du phosphate. Les déficits du budget et de la balance des paiements générés (respectivement 12% et 9% du PIB en moyenne sur la période 1980-1983), de même que l'encours de la dette extérieure (93,1% du PIB en 1983) vont réduire les réserves de change du Maroc à 15 jours d'importation, en le contraignant donc à passer sous les fourches caudines du FMI qui prêtera au pays en lui imposant les mesures classiques d'assainissement : réduction de la demande globale à travers une politique de désinflation compétitive pour rétablir les équilibres internes et externes, et politique de l'offre (privatisations, baisse des impôts sur le capital et les hauts revenus, libéralisation...) . Résumons donc : la Banque Mondiale préconise une certaine voie pour favoriser le développement du pays, celle-ci ne porte franchement pas ses fruits, et le FMI intervient en bout de course pour sauver la mise...et approfondir le mal avec une politique d'ajustement structurel.

Dans les faits, depuis l'indépendance, la puissance publique s'est donc mise au

service du capital privé pour le plus grand bonheur des « bâilleurs de fonds » internationaux et de l'oligarchie marocaine, en prenant à sa charge la construction des infrastructures publiques qui permettront la valorisation du capital privé, en faisant fonctionner les finances publiques comme une « pompe aspirante inversée », et également en libéralisant à tous crins les prix et les marchés nationaux. Ceci va notamment occasionner, à titre d'exemple, la prédation de près de 600 000 hectares des meilleures terres du pays, passées des mains des colons à celles des notables marocains dans des conditions totalement illégales, ou encore le transfert du capital des entreprises de l'industrie et des services aux mains des familles marocaines les plus influentes. L'Etat se verra également dépouillé de ses « bijoux » (Maroc Télécom, Régie des Tabacs, Shell, CIOR, SAMIR, BNDE, CÔTEF...) et ne jurera plus que par les sacro-saints partenariats public-privé (PPP), défendus bec et ongles par la Banque Mondiale au nom du tout privé. A partir de la fin des années 90, ce sont donc tous les aspects majeurs de la vie en commun qui seront progressivement colonisés par le privé : transport en commun, ramassage des ordures, production d'électricité (Jorf Lasfar), énergies renouvelables (parc Eolien de Tétouan), adduction d'eau et gestion des périmètres irrigués (El Guerdane)... Par ailleurs, l'Etat est invité à se désengager de la question économique par le truchement des libéralisations, des dérèglementations, et des libéralisations de prix tous azimuts qui s'abattent sur l'économie marocaine à partir de 1983. Suppression de subventions, désengagement de l'Etat des activités commerciales, libéralisation du commerce et des prix... la promotion de la main invisible se fait à un rythme effréné, et en 1986, et 86% des 209 articles composant l'indice du coût de la vie sont libéralisés.

Enfin, au niveau fiscal, c'est le pompon. Là où l'esprit même modérément progressiste accepterait sans peine l'idée que la distribution secondaire des revenus se doit de compenser un minimum l'extrême inégalité de patrimoines et de revenus générée par la pratique capitaliste de la valeur, le FMI et la Banque Mondiale adhèrent au contraire sans borne à la théorie dite du « ruissellement ». Que nous dit-elle ? En limitant les « contraintes » pesant sur le capital et les hauts revenus, donc en multipliant les privilèges fiscaux à destination des « investisseurs », chaque secteur bénéficiant de son propre traitement de faveur dans le cadre de ces fameux « codes d'investissements », on maximise l'investissement, l'emploi et donc la prospérité générale. « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain », disait déjà Helmut Schmidt en 1974 ! Ainsi, la pression fiscale s'est stabilisée depuis les années 1980 au Maroc autour de 22% du PIB, les taux supérieurs du barème des impôts sur le revenu et sur les sociétés ayant sensiblement baissé pendant que le taux de TVA augmentait sans cesse. Le capital, lui, reste très peu concerné par l'impôt, ceci étant une constante depuis l'indépendance. Enfin, le régime fiscal marocain a pour spécificité d'avoir institué la notion de « régimes d'exception », avec leur cortège d'exonérations fiscales injustes et inefficaces : il y en a de l'ordre de 400 en 2015 ! Le résultat ? Il est sans appel : la charge fiscale repose sur les consommateurs, les salariés et

quelques entreprises...et l'Etat est pauvre, dramatiquement pauvre, du fait de l'impact combiné de la politique fiscale et de la multiplication des accords de libre-échange réduisant les droits de douane perçus.

Car oui, le Maroc est également féru de libéralisation des échanges extérieurs et d'intégration de l'économie nationale à la dynamique de la mondialisation. Dès 1984, des programmes de démantèlement des protections tarifaires et non tarifaires et de promotion des exportations ont été prises par le pays, ce qui a permis son adhésion au GATT en 1994. Le processus engagé vise à une baisse significative des droits de douane, les taux plafonds passant de 100% à 35% entre 1984 et 1994. Quant aux exportations, tout ce qui pouvait les entraver est supprimé : suppression du monopole des exportations agricoles, suppression des licences d'exportation, suppression des taxes à l'exportation, exonération de TVA des services entrant dans le cadre de l'exportation des biens...et accords de libre-échange. On tient là d'ailleurs un aspect qui s'est beaucoup accentué sous le règne



de Mohammed VI, dans le sillage de l'adhésion au GATT en 1994. A la fin des années 1990, c'est une véritable course à l'échalote libre-échangiste qui va s'engager au Maroc, la signature d'ALE avec les pays de la Ligue Arabe, les Emirats Arabes Unis, l'Union européenne, les Etats-Unis, la Turquie et le trio Tunisie-Egypte-Jordanie. Aujourd'hui, le Maroc a un accord de libre-échange avec 56 pays dans le monde. Le résultat ? Un déficit de la balance commerciale de 21% du PIB en moyenne sur les 5 dernières années, et une industrie productive condamnée à l'atrophie permanente du fait de la concurrence étrangère. Par-delà le spectaculaire bilan de l'action du FMI et de la Banque Mondiale, qui ont décidément obtenu au Maroc un triomphe en rase campagne de leurs idées, il faut s'attarder un instant sur un aspect névralgique du « mariage de raison » que le Makhzen a noué de longue date avec ces institutions, car il est révélateur de quelque chose de plus profond qu'une simple convergence de vues économiques. Car FMI, Banque Mondiale et régime marocain partagent un même mépris pour la délibération démocratique, la souveraineté populaire et l'implication du corps social dans la prise de décisions qui le concernent au premier chef. Ils conçoivent tous la politique sous une forme totalement dépolitisée, la parole publique devant rester le monopole d'experts et de technocrates, drapés en sus dans la légitimité d'une monarchie de droit divin, prenant des décisions sur la base de leur propre appréciation de la situation (et donc forcément en fonction de leurs intérêts propres). C'est ainsi que les accords de libre-échange dont il était question il y a un instant sont intégralement négociés et validés par un cercle très restreint de personnes du sérail royal plus préoccupées par la bonne image du pays à l'échelle internationale que par la pertinence économique desdits accords. Le Parlement n'est sollicité qu'au moment d'une ratification qui prend systématiquement la forme d'un plébiscite sans aucun débat. Par ailleurs, l'intégralité des « plans sectoriels » qui structurent la politique économique du pays depuis le début des années 2000 se caractérisent par ce même dédain pour l'exercice démocratique : construits en secret dans les coulisses makhzeniennes, en lien étroit avec les institutions internationales et leurs complices du secteur privé pour ensuite être mises en œuvre par un Parlement et un gouvernement qui se transforment dès lors en simples caisses d'enregistrement des desiderata royaux.

Pour contrer le néolibéralisme, l'indispensable sortie de l'inanité politique

C'est de ce manque de considération pour la politique et la démocratie qu'il faut partir pour battre le FMI et la Banque Mondiale. Car s'il est fondamental de rappeler les dégâts économiques du néolibéralisme, il n'en demeure pas moins que celui-ci est beaucoup plus qu'une liste de mesures économiques : il est porteur d'un projet politique. A ce titre, les luttes défensives et les revendications, si elles sont honorables et méritent d'être reconnues à leur juste valeur, ne suffiront assurément pas à mettre au pas une puissance dont il est maintenant devenu notoire qu'elle n'a plus de limite. C'est dans l'affirmation de la souveraineté pleine et entière du peuple marocain que nous pouvons trouver les ingrédients de la sortie de notre impuissance politique, et donc de notre victoire contre le néolibéralisme pour un projet de société qui prenne finalement au sérieux les urgences diverses auxquelles est confronté le pays : démocratique, économique, sociale et (surtout) environnementale. L'ordre économique et monétaire institué par le FMI, la Banque Mondiale et toutes les institutions de la domination contemporaine (Etats-Unis d'Amérique, Union européenne, agences de développement internationales...), consistant en la recherche perpétuelle de la confiance de la finance en comprimant sans cesse la dépense publique et les salaires tout en réduisant à peau de chagrin les contraintes imposées au capital et aux employeurs, repose sur une forfaiture intellectuelle et un déni du droit des peuples à l'existence. Fort heureusement, il ne s'agit pas là de jouer le rôle de pionniers. En la matière, l'histoire récente pullule d'expériences de pays, développés ou émergents, ayant fait le choix de rompre avec le néolibéralisme et son anti-démocratie pour refaire du peuple l'architecte et l'ayant-droit exclusif des politiques publiques. De l'Argentine de Kirchner qui a mis l'ordre monétaire mondial cul par-dessus tête en 2001 en se débarrassant de son *currency board* pour libérer sa monnaie de l'influence du dollar en une nuit, à l'Équateur de Correa qui a réalisé en 2007, dans le cadre de sa révolution citoyenne, un audit de la dette publique pour répudier celle qui a été contractée contre l'intérêt populaire, en passant par le Venezuela bolivarien redistributif, le Brésil protectionniste de Lula ou même la Russie interventionniste post-Eltsine, les exemples ne manquent pas de pays ayant torqué le cou aux préceptes néolibéraux de libre-échange, d'austérité budgétaire et d'orthodoxie monétaire, pour restaurer leur souveraineté et atteindre enfin des niveaux de développement décents. Ils peuvent assurément servir

Est-il encore bien raisonnable d'entretenir des relations avec Israël ?

Par Yazid Arifi

Alors qu'ils manifestent pour exiger le respect du droit au retour des réfugiés et la levée du blocus, les Gazaouis subissent la féroce répression de l'armée israélienne. Au même moment, Netanyahu célèbre la victoire diplomatique du transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. La décence n'impose-t-elle pas de remettre en question l'amicalité des relations entretenues avec Israël?

En Palestine, un nouveau seuil dans l'horreur a été franchi. La « marche du retour » organisée tous les ans par les Gazaouis pour commémorer l'expulsion par la force de 700 000 Palestiniens en 1948 par les forces armées israéliennes s'est transformée cette année en abominable tuerie. Alors qu'ils manifestaient sans armes à feu, près d'une soixantaine d'enfants, de femmes et d'hommes (dont des secouristes et des journalistes) ont été froidement abattus par les tireurs d'élite israéliens postés à la frontière entre la bande de Gaza et les territoires occupés. Plus de 2300 personnes ont été blessées. Ce bilan est le plus lourd depuis la dernière agression israélienne à l'encontre des Gazaouis de 2014, en plein mois sacré du Ramadan.

La spécificité de ce massacre réside dans les circonstances dans lesquelles il se produit. En effet, au moment où ses soldats abattaient de sang-froid des Gazaouis déjà asphyxiés par un blocus illégal qui dure depuis plus de 11 ans, Benjamin Netanyahu célébrait en grande pompe le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, en adressant au passage un énième bras d'honneur à la légalité internationale. En effet, la résolution 476 du Conseil de Sécurité de l'ONU datant de 1980 avait déclaré nulle la loi votée par le Parlement israélien faisant de Jérusalem sa capitale « une et indivisible », tandis que la résolution 478 de la même année mettait Israël en demeure de cesser l'occupation de Jérusalem-Est¹.

Cette insulte à la communauté internationale n'est que le dernier épisode d'une longue série, détaillée par le Monde Diplomatique dans un article régulièrement mis à jour². Main dans la main, la première puissance économique et militaire mondiale et le dernier grand Etat colon de la planète persistent et signent : ils se moquent comme d'une guigne de l'avis du reste du monde et sont déterminés à atteindre leur véritable objectif, qui est l'annexion pure et simple de la Cisjordanie.

Face à ce mépris et à ce déchaînement de violence, l'entendement ne peut qu'être heurté par la tendresse des réactions en Europe. Si la cheffe de la diplomatie européenne madame Mogherini s'est contentée du sempiternel « appel à la retenue » à destination du gouvernement israélien, Jean-Yves Le Drian a poussé le vice jusqu'à appeler « l'ensemble des acteurs (!) à faire preuve de responsabilité afin de prévenir un nouvel embrasement ». De son côté, Emmanuel Macron, a condamné « la violence des forces armées israéliennes ». Aucune convocation d'ambassadeur israélien n'est à l'ordre du jour, et l'idée d'imposer des sanctions à un gouvernement clairement en marge de la légalité internationale n'a encore effleuré l'esprit de personne.

Or précisément, l'heure n'est plus aux rappels à la raison. La solution à deux Etats, ce mantra de la communauté internationale, est morte sous les coups de boutoir des différents gouvernements israéliens qui, depuis les accords d'Oslo, ont fait prospérer l'occupation, la colonisation et le blocus de Gaza sur le dos d'une Autorité Palestinienne totalement inoffensive et impuissante. Par ailleurs, l'apartheid ethnique se durcit au sein-même de la société israélienne,

réduisant les « Arabes israéliens » (en réalité, des Palestiniens ayant la citoyenneté israélienne) au rang de parias : l'Agence Média Palestine a ainsi établi une liste de près de 65 lois discriminant directement ou indirectement les Palestiniens résidant en Israël³. L'Etat binational et laïc que les progressistes appellent de leurs vœux ne figure pas au rang des priorités du gouvernement de Netanyahu, notoirement engagé dans une dérive fascisante depuis plusieurs années. Concrètement, les Palestiniens sont donc aujourd'hui dépourvus de toute perspective d'avenir.

Les individus portés par leur attachement aux principes d'égalité entre les êtres humains et d'auto-détermination des peuples sont-ils condamnés à regarder passivement ce spectacle ? A l'heure où les Palestiniens sont à la merci d'une puissance coloniale plus cruelle et décomplexée que jamais, il s'agirait désormais de faire preuve de cohérence et de courage politique. Eu égard à l'indifférence des autorités israéliennes pour le droit et la légalité internationaux, et considérant l'urgence de sortir par le haut de spirale de la violence, seul l'isolement diplomatique et commercial de l'Etat d'Israël a des chances de sortir les Palestiniens de la spirale infernale. Depuis 2005, la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) lancée par 171 ONG indique courageusement la voie à suivre en appelant à la mise au ban économique, académique, culturelle et politique de Israël pour imposer le respect des droits nationaux de la population palestinienne.

Il s'agirait maintenant de donner des relais *institutionnels* à cette campagne. Il lui faut le soutien d'Etat souverains capables de rééquilibrer le rapport de force. De peser dans la balance. De forcer l'Etat israélien à sortir du délire colonial. En France, la campagne BDS a été mise à l'index par la circulaire Alliot-Marie qui, depuis 2010, a institutionnalisé l'amalgame entre le rejet du sionisme et l'antisémitisme, ce même amalgame qui a été réaffirmé par M. Emmanuel Macron qui, à sa première rencontre avec M. Netanyahu en juillet 2017, avait osé dire que l'antisionisme était un « antisémitisme réinventé ».

Ainsi, un renversement total du paradigme s'impose. Il est absolument vital que l'approche française de la question palestinienne change de manière radicale et assume de dire les choses telles qu'elles sont. Ce qui se passe en Palestine n'est pas un « conflit » opposant deux pays qui combattraient à armes égales et dont les responsabilités seraient partagées. Depuis maintenant 70 ans, il s'y met en oeuvre une gigantesque opération d'éradication de la population autochtone sur une base ethnique par un Etat colonial, avec le soutien enthousiaste de toutes ces grandes puissances par ailleurs tellement promptes à exiger le respect des droits de l'Homme et le droit international. Partir de ces constats élémentaires imposerait non seulement de sortir *ipso facto* la campagne BDS de l'illégalité, mais également de lui apporter le soutien étatique qui s'impose en interrompant purement et simplement les relations diplomatiques, commerciales, militaires, culturelles et académiques avec l'Etat israélien afin de pousser celui-ci à reconnaître les Palestiniens comme un peuple à part entière, détenteur à ce titre d'un droit inaliénable et irréfutable à l'existence et au respect de sa souveraineté.

Fin de la colonisation. Fin du blocus à Gaza. Fin de l'occupation. Fin de l'apartheid. Droit au retour des réfugiés palestiniens (d'ailleurs exigé par la résolution 194 du Conseil de Sécurité de l'ONU⁴). Libération des prisonniers palestiniens. Voici quelques-uns des prérequis à la mise en place de relations bilatérales saines avec les autorités israéliennes : tant qu'ils ne sont pas respectés, nous nous honorerions en cessant de traiter cet Etat comme un ami. Le calvaire palestinien a assez duré. Trop de larmes ont été versées sur les corps de ces centaines de milliers de martyrs morts pour avoir exigé le droit de vivre dignement. La France a les moyens de faire changer les choses : assumons nos responsabilités.

Sources :

¹<http://www.bfmtv.com/international/statut-de-jerusalem-quelle-est-la-position-de-la-france-1445187.html>

²<https://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775>

³<http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2017/11/17/la-banque-de-donnees-des-lois-discriminatoires/>

⁴<https://www.unrwa.org/content/resolution-194>

L'écologie comme dynamique

Par Denis Collin

Tout le monde en convient maintenant : la situation écologique de la Terre devient alarmante. C'est la possibilité d'une vie humaine sur Terre qui est maintenant en cause. Il est difficile de séparer exactement dans cette crise ce qui ressortit à des causes naturelles – notre planète a déjà connu de grandes extinctions qui sont les marqueurs des changements d'ère – et ce qui ressortit à l'activité humaine. Mais nous savons que l'activité humaine joue un grand rôle dans les bouleversements climatiques, dans l'épuisement des ressources naturelles et dans les menaces à court terme en tous genres. Mais il ne suffit pas de mettre en cause l'activité humaine en général. Nous rejetons toutes les formes de mysticisme superstitieux qui font de l'homme une sorte de parasite étranger à la Terre. L'homme fait partie de la nature dont il suit le cours et il a autant le « droit » de vivre et d'étendre son influence que les pandas ou les fourmis...

La question écologique remet directement en cause le mode de production existant : comme la recherche du profit maximum et à court terme est le moteur du mode de production capitaliste, le gaspillage des ressources naturelles ou humaines n'entre pas dans les calculs des dirigeants du capital financier, de leurs institutions au niveau national ou international (gouvernements, Union Européenne, Commission, Banque centrale ou FMI). L'obsolescence des produits de l'industrie permet la rotation accélérée du capital, peu importe si elle entraîne un gaspillage formidable des ressources et l'accumulation de déchets dont on ne sait que faire. Prendre au sérieux l'écologie, c'est faire des économies ! Des produits industriels robustes, faciles à réparer et économes en énergie sont de véritables produits durables, c'est-à-dire faits pour durer. Toutes les catastrophes naturelles que nous subissons – inondations, incendies, etc. – montrent à l'envi que c'est l'appétit insatiable du capital qui conduit à négliger les mesures de sécurité les plus élémentaires.

L'écologie suppose donc une réorientation radicale de l'économie : une économie orientée non vers le profit maximum mais justement vers la satisfaction des besoins humains, et en priorité ceux qui permettront à tous de mener une vie décente. Cela demande une intervention publique, une planification, qui exige que les intérêts privés n'aient pas le dernier mot quand il s'agit du bien commun. Une orientation commune pour reprendre en main notre avenir commun, tel est l'enjeu.

La question de l'agriculture doit être envisagée dans ce cadre. Le remplacement des paysans par les agro-managers est, en lui-même une catastrophe écologique. Il est nécessaire d'encourager le maintien et le développement d'une agriculture paysanne, économe en intrants et seule capable de protéger les milieux naturels des dégradations que leur fait subir l'agriculture industrielle. La recherche systématique du profit dans le domaine agricole détruit la nature, détruit les hommes, liquide les exploitations familiales à taille humaine pour remettre dans les mains d'industriels et financiers ce qui relève de l'agriculteur et du paysan. Cette recherche du profit pose aussi la question du rapport à la vie et une question morale de premier plan dont les différents scandales à répétition dans les abattoirs sont une expression inacceptable.

L'indépendance énergétique de la France, dont la façade côtière est parmi les plus vastes au monde, passe également par la fin du nucléaire et la redécouverte des mers et des immensités dont elle dispose en matière d'énergie renouvelable. Un nombre considérable d'emplois nouveaux et de techniques à développer sont liés au partage raisonné et planifié qui peut être réalisé à partir de ce bien commun de l'humanité.

Une telle orientation nouvelle ne porte pas sur des détails. C'est une conception globale de la vie sociale qui doit progressivement être impulsée. Une société dans laquelle on a mieux à faire que d'aller consommer pour consommer et tenter de satisfaire des désirs toujours frustrés. Une société qui laisse toute sa place à la discussion et à la délibération concernant les choix collectifs. Une société qui encourage toutes les formes de la vie commune...

Pour lutter contre l'oppression : marxisme ou intersectionnalité?

Par Jessica Cassell

Article initialement publié par le site internet canadien Riposte socialiste. Reproduit avec l'autorisation des éditeurs. (source : <https://www.marxiste.qc.ca>)

La crise du capitalisme a ouvert une période de questionnement et de mouvements de masse tout autour du globe. Des Indignados espagnols aux manifestations à la place Syntagma en Grèce, en passant par Nuit Debout en France, la jeunesse se lève et tente de défier le système capitaliste. Nous avons également vu, au cours des dernières années, de nombreux mouvements de masse contre les multiples formes d'oppression que les différentes couches de la classe ouvrière subissent sous le capitalisme. Des mouvements inspirants comme Idle No More, Black Lives Matter, les manifestations contre la violence envers les femmes ayant eu lieu à travers le monde le 8 mars, et certains éléments du mouvement anti-Trump ne sont que quelques exemples du désir grandissant chez les jeunes, les travailleuses et les travailleurs de lutter contre l'oppression et la discrimination.

Un des points de vue dominants parmi la direction de plusieurs de ces mouvements - souvent membres de, ou inspirés par la gauche universitaire - est celui de « l'intersectionnalité ». Ainsi, il n'est pas surprenant qu'une couche de jeunes et d'étudiants qui se politisent avec ces mouvements en viennent à voir l'oppression à travers cette lunette. Mais que signifie l'intersectionnalité, est-elle utile pour lutter contre l'oppression, et est-elle compatible avec le marxisme?

L'intersectionnalité est un terme généralement utilisé pour décrire l'existence de multiples formes d'oppression qui se superposent et s'entrecroisent pour former différentes configurations pour chaque individu, ce qui crée des expériences et des barrières sociales uniques. Le « besoin d'être intersectionnel » est une phrase courante au sein du mouvement, qui veut dire que toute lutte doit être inclusive et représentative des individus qui subissent différentes oppressions superposées, par opposition à l'idée de se concentrer simplement sur un groupe ou une forme d'oppression.

Les marxistes reconnaissent que les personnes et groupes peuvent subir plusieurs formes d'oppression superposées de façon simultanée, et que chaque configuration d'oppressions donne lieu à un ensemble particulier de barrières sociales. D'un point de vue marxiste, aucune forme d'oppression ne peut être comprise ou vaincue de manière isolée, et la lutte contre l'oppression et l'exploitation doit réunir et inclure toutes les couches d'opprimés. Les marxistes s'opposent aussi fermement à toute attitude ou tout comportement discriminatoire ; nous soutenons que ceux-ci ne peuvent que nous diviser et nous empêchent d'atteindre l'unité de la classe ouvrière, nécessaire pour atteindre l'émancipation. À première vue, il semble que le marxisme et l'intersectionnalité soient complémentaires. Cependant, si l'on regarde sous la surface et que l'on plonge dans la théorie sur laquelle s'appuie l'intersectionnalité, nous constatons que sa compréhension de l'oppression et de la manière de lutter contre elle diffère énormément du marxisme. L'intersectionnalité, malgré les bonnes intentions de beaucoup de ses adeptes, ne peut pas expliquer adéquatement les origines des diverses formes d'oppression, et donc offrir de solution.

On ne saurait trop insister sur le fait que les marxistes luttent contre toutes les formes d'oppression. Critiquer une façon différente de comprendre l'oppression dans le mouvement n'équivaut pas à négliger la réalité des multiples formes d'oppression ; au contraire, puisque notre but ultime est de mettre fin à

toutes les formes d'oppression et d'exploitation une fois pour toutes, il est de notre devoir de défendre les idées et les méthodes dont la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin pour atteindre l'émancipation. Voiler nos différences n'aide en rien à faire avancer le mouvement.

« L'intersectionnalité » mise en contexte

Afin de comprendre les limites de l'intersectionnalité d'un point de vue marxiste, nous devons bien sûr prendre en compte les principaux préceptes de l'intersectionnalité même, ainsi que le contexte historique dans lequel cette théorie a émergé. La montée de l'intersectionnalité a coïncidé avec la défaite des vagues révolutionnaires des années 60 et 70, suivie de la période de réaction des années 80 qui a culminé avec la chute de l'Union soviétique. Lors du reflux de la lutte des classes qui en résulta, les politiques identitaires gagnèrent en popularité. Les politiques identitaires, s'étant développées dans cette période particulière, consistent à définir les gens en se fondant sur leurs caractéristiques personnelles (par exemple l'origine ethnique ou le sexe) plutôt que sur leur classe ou leur opinion politique.

Elles ont été instrumentalisées par la classe dirigeante afin de promouvoir l'avancement d'éléments petits-bourgeois et carriéristes pouvant facilement être incorporés au système capitaliste. Les politiques identitaires sont utilisées par la bureaucratie du mouvement ouvrier et par la classe dirigeante contre ceux adoptant des positions de gauche et de lutte des classes au sein du mouvement. Cette orientation accrue vers des axes d'identité et d'oppression séparés est le résultat de l'échec de la direction syndicale, sociale-démocrate et stalinienne à mener la classe ouvrière au renversement du capitalisme, ce qui aurait éradiqué la base sociale et économique des diverses formes d'oppression.

Le stalinisme, en particulier, a joué un rôle pernicieux. Tandis que la révolution russe de 1917 menée par les bolcheviks sous Lénine et Trotsky avait permis des avancées majeures pour les femmes, les gais et lesbiennes et les nationalités opprimées, la dégénérescence de l'Union soviétique sous Staline a mené à des reculs importants. L'isolement et l'arriération de l'Union soviétique ont perpétué la pénurie, et les staliniens se sont servis de toutes les vieilles divisions et formes d'oppression pour maintenir leur pouvoir et freiner la révolution prolétarienne internationale. Les pratiques discriminatoires adoptées par les partis communistes staliniens partout dans le monde reflétaient les politiques staliniennes adoptées en URSS, comme la recriminalisation de l'homosexualité. Sans surprise, cela a détourné beaucoup de travailleurs et jeunes vivant sous le poids de l'oppression de la lutte pour le socialisme. De telles politiques n'ont rien à voir avec le marxisme authentique et ont contribué à la division du mouvement en axes de lutte séparés, tandis que le marxisme authentique, lui, lutte contre toutes les formes d'oppression et en appelle à l'unité de classe.

L'intersectionnalité, branche du féminisme, était en fait une réaction contre les politiques identitaires traditionnelles qui tendaient à diviser le mouvement en différentes luttes séparées. Les femmes noires en particulier faisaient remarquer depuis des décennies que le mouvement des femmes était largement dominé par des femmes blanches de classe supérieure qui ignoraient la réalité et les besoins des femmes noires de la classe ouvrière, et que le mouvement anti-raciste était dominé par des hommes noirs qui, bien souvent, banalisaient l'oppression des femmes - ce qui n'est pas une critique sans importance. Cependant, les fondements idéologiques de l'intersectionnalité reposent sur des théories post-marxistes comme le postmodernisme et le poststructuralisme. Ces théories ont gagné en popularité dans les cercles universitaires précisément dans une période de réaction capitaliste et d'effondrement du stalinisme, une période au cours de laquelle la direction syndicale et de la gauche en général a abandonné toute prétention à lutter pour le socialisme, et s'est ouvertement prononcée en faveur d'un capitalisme plus « humain ».

Tandis que l'accent était mis sur une transformation sociale et économique radicale lors de la période précédente, le monde des idées, de la pensée et du langage est devenu l'objet à analyser et à transformer lors du recul de la lutte des classes qui a suivi. Ayant perdu toute confiance dans la capacité de la classe ouvrière à transformer radicalement les fondements sociaux et économiques de la société, la gauche universitaire s'est repliée sur l'idée de changer la façon de penser des individus. Issue de cette tendance idéologique, l'intersectionnalité met l'accent sur l'expérience subjective et la pensée, le langage et le comportement individuels, et considère que c'est à travers cette lunette que l'on peut comprendre et surmonter l'oppression.

Il s'agit d'une approche profondément idéaliste qui se fonde sur l'idée que pour changer la société, il faut changer le point de vue des gens d'abord - ou, pire encore, qu'en changeant le « discours », on peut transformer la réalité. La véri-

té est que l'idéologie dominante, dans une société de classe, est l'idéologie de la classe dominante. C'est dans la lutte même pour transformer la société que les gens (en grand nombre) se transforment et que leurs opinions changent (sur une vaste échelle). Marx l'explique très bien dans L'idéologie allemande :

« Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener la chose elle-même à bien ; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. » C'est à la professeure de droit afro-américaine Kimberlé Crenshaw que l'on attribue l'invention du terme « intersectionnalité » en 1989, utilisé spécifiquement pour décrire comment le système pénal américain échouait à prendre en compte la discrimination fondée sur des motifs multiples dont les femmes noires souffrent sur leurs lieux de travail. Dans son article « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », Crenshaw cite plusieurs procès au cours desquels le tribunal avait examiné soit les allégations de discrimination basée sur le sexe, soit les allégations de discrimination raciale sur le lieu de travail, refusant d'admettre que les femmes noires subissent une discrimination fondée sur des motifs multiples, non pas seulement en tant que femmes ou en tant que Noires, mais en tant que femmes noires. Par exemple, dans le cas de *DeGraffenreid vs. General Motors*, le tribunal a rejeté la plainte pour discrimination sexuelle et raciale de la plaignante parce que General Motors avait engagé des femmes blanches et des hommes noirs au cours de la période précédente.

Il est incontestable que les femmes noires et d'autres groupes qui vivent de la discrimination fondée sur des motifs multiples sont laissés pour compte dans le système juridique capitaliste. Ces lacunes structurelles créent des barrières importantes à l'égalité des droits pour les couches opprimées de la classe ouvrière. Les marxistes soutiennent les réformes juridiques qui permettent d'augmenter la capacité des travailleurs et des couches opprimées de notre classe de lutter pour leurs droits et d'améliorer leurs conditions de vie. Mais nous devons également expliquer que le racisme et le sexisme tirent leurs racines de la société de classe et des besoins du capitalisme, et que le système judiciaire existe avant tout pour maintenir ce système.

Tant que le système judiciaire évolue dans un contexte capitaliste, il est impossible de se débarrasser de sa nature bourgeoise à coup de réformes. Crenshaw revendique la création d'une nouvelle catégorie de minorité protégée pour les femmes noires au sein du système judiciaire. Nous devons toutefois souligner que cela ne changerait pas fondamentalement les conditions matérielles et sociales qui engendrent la discrimination multiple vécue par ces femmes dans leur lieu de travail et dans la société en général et que Crenshaw décrit avec tant de précision. Bien que les écrits de certaines féministes intersectionnelles contiennent des observations intéressantes sur la façon dont la discrimination multiple est vécue et sur les obstacles auxquels ses victimes sont confrontées, les marxistes expliquent qu'il faut dépasser la simple observation. Un nombre infini de catégories pourraient être créées au sein du système judiciaire afin de refléter toutes les intersections d'oppressions possibles, mais, en tant que marxistes, nous devons nous poser la question : pourquoi l'oppression existe-t-elle, et comment pouvons-nous l'éradiquer ?

La pensée et la réalité sociale

Lors d'une conférence TED intitulée « L'urgence de l'intersectionnalité » donnée en 2016, Crenshaw affirmait que le système judiciaire n'arrivait pas à prendre en compte la double discrimination au travail dont souffrent les femmes noires en raison d'un « problème de cadrage ». Autrement dit, si les juges ou les décideurs politiques avaient un meilleur cadre pour comprendre l'oppression et la nature de la discrimination multiple, les individus ou les groupes qui vivent des oppressions superposées ne seraient pas laissés pour compte. Les attitudes discriminatoires des juges influencent leurs décisions, ce qui a certainement des répercussions sur la vie des groupes opprimés et perpétue leur marginalisation. Tandis que les hommes et femmes noirs sont davantage la cible de brutalité policière et de meurtre, les policiers assassins jouissent de l'impunité et les juges aux États-Unis et au Canada laissent souvent des agresseurs sexuels blancs en liberté. Il est on ne peut plus clair que les juges sont libres d'agir conformément à leurs dégoûtantes attitudes discriminatoires,

et que cela permet de perpétuer l'oppression et la subjugation des groupes opprimés de la société. Mais d'où viennent ces mentalités, et comment pouvons-nous les éliminer?

Les attitudes discriminatoires toxiques des juges et des décideurs politiques reflètent les besoins du système capitaliste. L'État capitaliste et son système judiciaire existent afin de maintenir la domination et les profits de la classe capitaliste. Sous ce système, où les juges sont non élus, les promesses électorales sont brisées aussitôt que les politiciens arrivent au pouvoir et sans qu'on ait la possibilité de les révoquer, et beaucoup de décisions importantes sont prises derrière des portes closes par des responsables non élus (c'est-à-dire des banquiers et des cadres d'entreprises). Il n'y a pas d'authentique démocratie ni de possibilité de demander des comptes. Il est aussi très difficile de tenir nos employeurs responsables de leurs pratiques discriminatoires, étant donné qu'ils contrôlent nos moyens de subsistance et que nous n'avons pas de contrôle démocratique sur nos lieux de travail dans le cadre d'une production capitaliste. Bien qu'il arrive que des poursuites pour discrimination soient gagnées au terme d'une rude bataille, il faut souvent passer des années devant les tribunaux et dépenser des sommes astronomiques, et surmonter beaucoup d'autres obstacles qui rendent cette voie impossible à suivre pour beaucoup de travailleurs opprimés. Sans compter que l'employeur peut toujours se doter d'une meilleure équipe de juristes et que le système est déjà biaisé à son avantage. Lorsque les patrons sont effectivement punis, c'est souvent à coup d'amendes dérisoires, alors que la vie des plaignants et des plaignantes a été traînée dans la boue. Donc, bien que les mentalités jouent un rôle pernicieux dans le maintien de l'oppression, c'est le fondement économique et social sur

lequel se basent ces institutions qui représente le véritable obstacle à surmonter pour éliminer l'oppression. Autrement dit, c'est la nature capitaliste des institutions qui est à la source du problème, et non la mentalité des représentants qui y sont en poste.

Donc, pour les marxistes, le problème fondamental n'est pas le « cadre » ou la manière dont les gens considèrent l'oppression. L'idée que la pensée et le langage sont les forces dominantes qui structurent la réalité sociale découle de l'idéalisme philosophique, tandis que les marxistes approchent l'histoire d'un point de vue matérialiste et expliquent que c'est la réalité sociale qui structure la pensée. Nous ne venons pas au monde avec des conceptions du monde toutes faites, et celles que nous développons ne tombent pas du ciel. Ce que nous apprenons et la manière dont nous concevons le monde sont influencés

par les conditions matérielles et sociales de l'époque historique dans laquelle nous nous trouvons, et par le mode de production qui jette les bases de l'organisation de la société. Cela ne signifie pas que chacune de nos pensées ou chaque élément de la culture est un produit direct de la base économique de la société, mais plutôt que la base économique jette les bases générales des points de vue dominants d'une époque donnée, et impose certaines limites sur notre pensée.

Bien sûr, il n'y a pas que les individus en position de pouvoir qui véhiculent des idées discriminatoires qui servent leurs intérêts bornés. Les travailleurs et les pauvres sont aussi socialisés de manière à adopter ces mentalités. Les idées dominantes de la société sont les idées de la classe dominante, qui sous le capitalisme est la bourgeoisie. La classe capitaliste s'appuie sur les attitudes discriminatoires afin que la classe ouvrière se divise selon la race et l'ethnie, la langue, le sexe et le genre, la religion et autres caractéristiques. Ces divisions ont plusieurs fonctions, comme le fait de créer une pression à la baisse sur les salaires et un nivellement vers le bas entre les travailleurs et les nations en compétition les uns avec les autres, ce qui empêche la majorité des exploités et des opprimés de s'unir contre leur oppresseur commun, la bourgeoisie. La bourgeoisie possède et contrôle les principaux moyens de diffusion des idées, comme les grands médias et les outils de diffusion de la culture. Les idées de la classe dominante sont aussi reproduites à travers l'Église, le système d'éducation et la famille. Le contenu de notre pensée est façonné par ces institutions, qui sont le reflet de la société capitaliste.

Le capitalisme oblige les travailleurs à se faire concurrence de manière féroce et déshumanisante, ce qui déforme la façon dont nous percevons nous-mêmes et les autres. Les gens ne naissent pas cupides et intolérants, mais sont édu-



qués dans une société individualiste qui nous monte les uns contre les autres et utilise de puissants moyens pour nous diviser et nous empêcher de nous unir. S'attaquer à la manière dont on pense sans changer les conditions matérielles et sociales qui engendrent les comportements discriminatoires est donc insuffisant pour lutter contre l'oppression. Se concentrer sur la pensée et les idées sans les lier à leur origine sociale et matérielle entraîne inévitablement une compréhension individualiste subjective de l'oppression, faisant dévier notre attention de ses racines économiques structurelles, et risquant de diviser le mouvement.

En dernière analyse, la base matérielle de toute division sociale est la pénurie, le manque. Une société capable de donner un bon emploi, un logement et de l'éducation à tous ses citoyens ne va pas avoir besoin de blâmer « l'autre » pour le manque de logement, d'emplois ou le faible accès à l'éducation. Inversement, une société en crise vivra une montée de ces mentalités. Marx le comprenait lorsqu'il expliquait que « l'indigence généralisée fait ressusciter le vieux fatras ». Ces mentalités ne peuvent pas être complètement éradiquées tant que persiste la pénurie. Sous le capitalisme, la pénurie est entièrement artificielle. En effet, nos moyens de production sont si avancés que nous avons déjà suffisamment de richesses et de ressources pour que tous puissent jouir d'un bon niveau de vie. Le problème sous le système actuel est qu'une minuscule minorité accapare la majorité de la richesse alors que le reste d'entre nous est forcé de lutter pour les miettes. Voilà pourquoi les marxistes appellent à l'expropriation de la classe capitaliste, afin de mettre toute cette richesse au service de la majorité et d'éradiquer les racines matérielles de la division et de l'oppression.

Les racines de l'oppression : subjectives ou objectives ?

Dans les écrits des féministes intersectionnelles, nous trouvons souvent des références à l'oppression « structurelle », mais c'est expliqué d'un point de vue idéaliste plutôt que d'un point de vue marxiste, c'est-à-dire matérialiste. Par exemple, en ce qui concerne les formes d'oppression multiples et entrecroisées, bell hooks affirme : « Pour moi, c'est comme une maison, elles partagent la fondation, mais la fondation, ce sont les croyances idéologiques autour desquelles la domination se construit. » Dans le même ordre d'idées, d'après Patricia Hill Collins, « l'autonomisation implique de rejeter les aspects de la connaissance, qu'ils soient personnels, culturels ou institutionnels, qui perpétuent l'objectivation et la déshumanisation ». Ainsi, elles considèrent que les racines de l'oppression se trouvent dans le système de croyances de la société, selon lequel certains groupes sont supérieurs ou inférieurs aux autres; la fin de l'oppression suppose de rejeter ces croyances. La limite principale de cette approche est qu'elle n'explique pas pourquoi de telles croyances existent, et ne peut donc pas expliquer comment se débarrasser de ces croyances sur une vaste échelle.

En faisant de notre façon de concevoir la réalité la cible principale du changement, on suppose que l'oppression est principalement perpétuée à l'échelle individuelle ou interpersonnelle. De ce point de vue, quiconque ne vit pas une oppression particulière contribue à la perpétuer et en tire profit. Puisqu'il y a un nombre infini de configurations d'oppressions qui s'entrecroisent, la théorie intersectionnelle postule que nous évoluons tous dans une toile d'oppression sans fin dans laquelle chacun opprime et est opprimé. La classe ouvrière devient l'ennemi, plutôt que la classe dominante capitaliste.

Bien qu'il soit évident que les attitudes et les comportements discriminatoires et oppressifs sont véhiculés par les individus et au sein de dynamiques interpersonnelles (et ils doivent être condamnés et combattus par les révolutionnaires), ils ont une origine sociale et historique, et s'enracinent dans les structures de la société de classe. De la même façon, les caractéristiques dominantes favorisées systématiquement dans une société donnée ont aussi connu une évolution historique. Le suprémacisme blanc et le racisme, qui sont des phénomènes intrinsèquement sociaux et structurels, furent développés par les classes dominantes des nations coloniales européennes afin de justifier leurs conquêtes coloniales et l'esclavage, sur lesquels le capitalisme a été bâti. L'oppression des femmes n'a pas toujours existé, mais a émergé avec la division de la société en classes et l'instauration du mariage comme institution de contrôle de la sexualité des femmes ayant pour but d'établir la paternité avec certitude de façon à garantir le legs de la propriété du père à ses enfants. Les attitudes racistes et sexistes reflètent ces processus matériels et sociaux.

Bien que ce sont les individus qui ont des attitudes discriminatoires, et que les comportements qui en découlent peuvent être très nuisibles, ces gestes et mentalités ne profitent en fin de compte qu'à la classe dirigeante exploiteuse. Ce-

pendant, le concept de « privilège » est souvent évoqué au sein du mouvement par les adeptes de l'intersectionnalité. Il suggère que ceux qui ne sont pas victimes d'une certaine forme d'oppression ont un intérêt à maintenir cette oppression, ou y contribuent activement en profitant d'avantages personnels indus. Les marxistes s'accordent pour dire que les gens qui vivent plusieurs oppressions superposées se heurtent à des barrières sociales plus importantes et à de la discrimination fondée sur des motifs multiples. Cependant, ce que l'on décrit parfois comme étant des privilèges devrait, selon nous, être considéré comme des droits de la personne dont tous devraient pouvoir profiter de manière égale. Nous devons abolir le système qui stratifie la classe ouvrière et prive les couches opprimées de ces droits, contribuant à notre division en nous forçant à lutter pour les restes de table des banquiers et des patrons. Nous disons : « La solution n'est pas de niveler vers le bas et d'être égaux dans notre pauvreté. Nivelons vers le haut, et prenons ce dont nous avons besoin de la classe exploiteuse et oppressive! »

L'oppression d'un groupe contribue à maintenir le système capitaliste qui nous exploite et nous opprime tous et toutes de différentes façons. Il n'est dans l'intérêt d'aucun travailleur de maintenir la domination ou l'oppression d'un autre groupe. À première vue, il semble que certains travailleurs reçoivent des avantages au détriment des autres et donc profitent de l'oppression des autres. Par exemple, c'est un fait reconnu que les hommes sont mieux rémunérés que les femmes pour un travail égal, et ce partout dans le monde. Cependant, les hommes ne sont pas mieux payés parce que les femmes le sont moins, ou vice versa. Il y a plus qu'assez de richesses pour que tout le monde profite d'une



hausse de salaire, mais la majorité de la richesse produite par la classe ouvrière est appropriée par la classe dirigeante minoritaire. La classe capitaliste a avantage à sous-payer ou discriminer les travailleuses, les immigrants et les minorités raciales ou de genre, puisque comme nous l'avons déjà expliqué, cela exerce une pression à la baisse sur tous les salaires et force certaines couches de la classe ouvrière à être plus « flexibles » et disponibles pour du travail précaire, à temps partiel.

Les marxistes travaillent activement à éduquer les travailleurs sur le fait que ce n'est pas dans leur intérêt de s'opprimer et de se discriminer les uns les autres. C'est principalement à travers l'expérience concrète de la lutte que les individus vont se transformer, leurs idées se transformant par le fait même. Un travailleur soi-disant « privilégié » qui

perpétue des attitudes discriminatoires contribue dans les faits à diminuer son propre salaire de par la compétition des salaires bas des travailleurs opprimés; cela entretient les profits des patrons et le système capitaliste qui nous exploite et nous opprime tous et toutes. Les travailleurs qui ne vivent pas d'oppressions multiples ont beaucoup plus à perdre à perpétuer l'oppression des autres, puisque cela ne fait que perpétuer leur propre exploitation. Tous les travailleurs ont un monde à gagner en s'unissant dans la lutte pour le socialisme, qui permettrait d'augmenter massivement les conditions de vie de tous. Plutôt que la solidarité de classe, l'intersectionnalité met de l'avant le concept « d'alliés », qui laisse entendre que les différents secteurs de la classe ouvrière et des opprimés ont des intérêts différents et devraient chacun avoir leur organisation séparée. Les marxistes plaident pour une lutte commune fondée sur nos intérêts communs, organisée à travers les partis socialistes et travaillistes de masse ainsi que les syndicats; une lutte contre toutes les oppressions infligées aux travailleurs et aux travailleuses, et contre l'exploitation de classe - autrement dit, une lutte contre le système capitaliste et tout ce qu'il engendre.

Le danger de la « politique axée sur les privilèges » est qu'elle amène les militants à tenter de convaincre certains secteurs de la classe ouvrière qu'ils ont avantage à opprimer les autres couches de travailleurs, et qu'ils ont donc des intérêts divergents, plutôt que d'expliquer en quoi nous avons tous intérêt à nous unir contre la classe capitaliste. Cela ne peut que favoriser les capitalistes, qui tentent activement de perpétuer ce mythe et qui utilisent le racisme, le sexisme et toutes les autres formes d'oppression et de discrimination pour le justifier. Quand les travailleurs « privilégiés » et les opprimés s'unissent contre les patrons et demandent des salaires égaux et de meilleures conditions de travail, la puissance de cette unité permet à tous les secteurs de soutirer davan-

tage à la classe exploiteuse.

Les couches opprimées et discriminées de la classe ouvrière servent également de boucs émissaires à la classe dirigeante. Lorsque le capitalisme est en crise, la classe dirigeante et ses représentants au sein de l'État jettent le blâme pour l'im-passe sur tel ou tel groupe opprimé ou marginalisé, tentant de nous monter les uns contre les autres. Lorsque les gens luttent pour survivre et qu'aucune solution à gauche n'est offerte, ces idées peuvent s'implanter. Nous l'avons clairement vu lors des récentes élections américaines : lorsque Bernie Sanders a été tassé, Donald Trump a été en mesure de se hisser au pouvoir en attisant les sentiments racistes, misogynes et xénophobes chez une couche frustrée des travailleurs (notons que seule 25 % de la population a voté pour lui) qui voyaient en Hillary Clinton une représentante du statu quo. Des sondages ont indiqué qu'une part importante de cette couche pourrait être gagnée à une plateforme de gauche qui s'attaquerait à la « classe des milliardaires » au lieu de cibler les groupes opprimés comme boucs émissaires. Tous les électeurs de Trump ne sont pas nés oppresseurs ou intolérants, mais ont été convaincus que leur pauvreté et leurs problèmes étaient la faute des groupes opprimés.

Il s'agit d'un exemple concret de la façon dont les attitudes discriminatoires s'enracinent dans la société de classe et sont renforcées par la pénurie, la pauvreté et la frustration envers le système capitaliste, particulièrement lorsque la gauche n'offre pas de solution de rechange.

On peut facilement imaginer à quel point ces idées discriminatoires auraient peu d'attrait si tout le monde pouvait profiter d'un haut niveau de vie avec un accès universel à la formation et à l'éducation postsecondaire, aux garderies, aux soins de santé, au transport, au logement, aux loisirs, à la culture, etc. Il serait difficile de blâmer un groupe en particulier pour les souffrances d'un autre groupe si tout le monde avait un accès égal aux ressources et aux possibilités qui mènent vers un haut niveau de vie. Cependant, cela n'est pas possible sous le capitalisme, qui se base sur la production pour le profit plutôt que les besoins humains. Une lutte de classe unifiée est nécessaire pour unir toutes les couches d'opprimés dans la lutte contre le système capitaliste qui nous exploite et nous opprime tous.

La lutte de classe et la lutte contre l'oppression

Les marxistes s'opposent à la division des gens fondée sur des axes d'oppression séparés et insistent sur la nécessité de l'unité. La lutte d'un groupe opprimé en particulier ne peut être comprise séparément des autres formes d'oppression et du système capitaliste qui les engendre. Bien que les adeptes de l'intersectionnalité s'opposent à l'isolement des gens par axe d'oppression unique, le résultat de l'approche subjectiviste est d'isoler les gens selon un nombre infini de configurations d'oppressions multiples et de privilèges, sans dénominateur commun global. C'est ce que laisse entendre la théoricienne féministe intersectionnelle et professeure Patricia Hill Collins, dans son ouvrage *La pensée féministe noire : savoir, conscience et politique de l'empowerment* (publié en anglais en 1990), lorsqu'elle affirme que « la matrice de domination générale abrite de multiples groupes, chacun faisant l'objet de pénalités et de privilèges différents donnant lieu à des points de vue partiels correspondants... Aucun groupe n'a un angle de vue clair. Aucun groupe ne possède la théorie ou la méthodologie qui lui permet de découvrir la "vérité" absolue. »

Cette perspective est plutôt pessimiste, nous laissant à nous-mêmes avec nos réalités partielles et subjectives, et rien qui permette d'expliquer les origines des oppressions ou de savoir comment les surmonter une fois pour toutes. C'est un point de vue qui nous mène à l'individualisme et à la simple contemplation plutôt que vers la lutte collective pour transformer la réalité. Le monde existe concrètement, en dehors de nos pensées et de nos sentiments. Notre compréhension du monde est nécessairement partielle et individuelle, mais elle demeure un reflet d'une réalité objective et nos idées sur cette réalité sont constamment vérifiées dans la pratique. Les relations économiques et sociales qui forment le capitalisme existent objectivement. Si vous n'y croyez pas, cessez de travailler et de payer votre loyer, et voyez ce qui arrivera ! Puisque la majorité d'entre nous vit sous le capitalisme et est exploitée par lui, l'analyse et la lutte de classe représente le meilleur « angle de vue » et le meilleur outil théorique permettant de nous unir et de nous émanciper.

Tandis que l'intersectionnalité considère toutes les formes d'oppressions comme étant également fondamentales, les marxistes soulignent que la classe est la ligne de démarcation fondamentale dans la société capitaliste. Le mode de production capitaliste est basé essentiellement sur l'extraction de la plus-value sur le dos des travailleurs par les propriétaires des moyens de production, les capitalistes. Cela ne veut pas dire que l'exploitation de classe est la pire forme

d'oppression sur le plan des souffrances, ou que la classe ouvrière est en quelque sorte supérieure à d'autres groupes opprimés. Cela veut dire que tant que nous vivons dans une société où une classe dirigeante parasitaire exploite et opprime la majorité, aucun groupe opprimé ne pourra être véritablement émancipé, puisqu'une inégalité systémique existera toujours. Tout représentant de la classe dirigeante minoritaire, quel que soit son genre, sa race ou son orientation sexuelle, va ultimement servir les intérêts de sa classe, une classe qui s'appuie sur la division et l'oppression de la majorité d'entre nous.

Les profits massifs accumulés par la classe capitaliste représentent le travail non payé de la classe ouvrière qui n'est pas rémunéré pour la pleine valeur de son travail. C'est ce que les marxistes entendent lorsqu'ils parlent de l'exploitation de classe — à ne pas confondre avec le « classisme », qui fait référence à la discrimination des pauvres perçus comme faisant partie d'une classe inférieure, plutôt qu'à un rapport économique. Tandis que les marxistes reconnaissent le rôle important de la discrimination et de l'oppression dans le maintien du système capitaliste, la réalité économique de l'exploitation met les travailleurs dans une position unique leur permettant de renverser le système, puisqu'ils sont ceux qui produisent toute la richesse de la société. De plus, bien que ce ne soient pas tous les travailleurs qui vivent des oppressions superposées, la vaste majorité des opprimés sont exploités en tant que travailleurs ou bien déclassés, au chômage ou soumis à l'esclavage moderne. Cela fait de l'exploitation de classe le facteur d'unité de tous les opprimés. La classe ouvrière englobe la vaste majorité des couches opprimées de la société et c'est précisément la lutte de classe qui peut unir toutes les couches d'opprimés contre notre ennemi commun, la classe exploiteuse, et, dans ce processus, détruire les attitudes discriminatoires.

Malheureusement, la plupart des dirigeants des mouvements étudiant et ouvrier ont échoué à organiser une lutte de classe militante pouvant unir tous les opprimés. En même temps, ces mêmes bureaucraties ont souvent adopté le langage intersectionnel pour masquer le fait qu'ils ne luttent aucunement pour des réformes sérieuses pour améliorer la vie des étudiants et des travailleurs. Les politiques symboliques comme la parité hommes-femmes et autres quotas fondés sur l'identité sont appliqués sans considération pour le point de vue de classe ou les orientations politiques des individus. En réalité, ces politiques n'ont pour résultat que de remettre quelques positions avantageuses à une poignée de bureaucrates qui refusent de s'engager dans la mobilisation en vue d'une lutte pour des conditions qui permettraient d'atténuer l'oppression et l'exploitation pour la majorité de la société. La classe dirigeante utilise des méthodes semblables pour tenter d'apaiser les opprimés tout en laissant son système d'exploitation entièrement intact. Il n'y a qu'à regarder les sites Web des grandes banques, où elles se vantent de la diversité de leurs employés, pour s'en convaincre. La représentation des groupes opprimés au sein des banques et des grandes entreprises ne change pas la réalité de la majorité des couches opprimées de la classe ouvrière; si l'on ne change pas les conditions matérielles qui engendrent l'oppression, une meilleure représentation des groupes opprimés dans nos syndicats étudiants et ouvriers, seule, n'entraînera pas de changement non plus.

L'idée derrière la « représentation » est que si seulement davantage d'individus opprimés occupaient des postes de direction (en tant que représentants au sein des organisations étudiantes et ouvrières, en politique électorale, en tant que PDG ou administrateurs de société dans le secteur privé), cela aiderait à éradiquer ou à atténuer leur oppression. Il est important de comprendre que

les groupes opprimés ne sont pas opprimés parce qu'ils sont sous-représentés; ils sont sous-représentés en raison d'une oppression systémique qui crée des obstacles à leur participation dans la vie publique et dans la politique. La meilleure façon d'atteindre une représentation véritable des groupes opprimés au sein du mouvement est de construire des organisations combattives qui peuvent effectivement commencer à éliminer ces obstacles à travers la lutte pour mettre fin à ces oppressions. Cela permettrait d'enthousiasmer de larges couches de groupes historiquement marginalisés et opprimés, et cela les inciterait à s'unir et à chercher à surmonter les obstacles systémiques qui ont miné leur participation. Une telle lutte encouragera le développement d'une authentique direction venue d'en bas, plutôt que des mesures



symboliques venues du haut. Le socialisme vise précisément à entraîner toutes les couches d'exploités et d'opprimés dans la lutte pour un monde meilleur. Nos représentants doivent être élus pour leurs idées politiques et leur capacité à mener une véritable lutte.

L'élection de femmes comme Margaret Thatcher, Angela Merkel, Theresa May ou Hillary Clinton aux plus hautes fonctions politiques n'a pas fait avancer la cause de l'émancipation des femmes, et les révolutionnaires ont activement fait campagne contre elles, et continuent de le faire. La même chose peut être observée avec la directrice du FMI, Christine Lagarde, un exemple parmi tant d'autres. De la même manière, les conditions de vie des Américains noirs ont continué à décliner sous Obama. En tant que révolutionnaires, nous appuierions un politicien de gauche contre toutes ces personnes, indépendamment de leur orientation sexuelle, leur genre, leur race ou leur origine ethnique. La représentation est un outil puissant dans les mains de la classe dirigeante, qui l'utilise pour encourager les gens à soutenir des dirigeants qui représentent les intérêts du capitalisme simplement en raison de leur race, orientation sexuelle, genre, etc., plutôt que de leurs intérêts de classe.

Les membres de la classe dirigeante comme Hillary Clinton ont même adopté le langage de l'intersectionnalité pour obtenir des appuis. Crenshaw et d'autres adeptes de l'intersectionnalité ont condamné cet opportunisme, ce qui est à leur honneur, et ont souligné qu'étant donné que la catégorie « femme » n'est pas homogène, Hillary ne représente pas les intérêts de toutes les femmes, à cause de ses politiques impérialistes. Cependant, le fait que l'intersectionnalité ne s'attaque pas à la racine de l'oppression signifie qu'ultimement, elle ne constitue pas une menace pour la classe capitaliste et ses alliés réformistes, et c'est pourquoi ils peuvent si facilement adopter son langage afin de se donner une image progressiste. Souligner le fait qu'il y a différentes formes d'oppression qui s'entrecoupent ne menace pas la classe dirigeante, tant que l'on évite la question de savoir pourquoi et dans l'intérêt de qui ces oppressions existent. Il y a bien une raison pour laquelle les Hillary Clinton de ce monde n'adoptent pas un discours marxiste soulignant la nécessité pour les couches opprimées de s'unir dans la lutte de classe et de renverser le capitalisme!

Réforme ou révolution?

Cela veut-il dire que les marxistes affirment que les individus ou les groupes qui subissent de multiples couches d'oppression devraient mettre leurs luttes en veilleuse au nom de la lutte de classe, et que rien ne peut être fait pour combattre ou atténuer l'oppression d'ici l'avènement de la révolution socialiste? Non, pas du tout. Les marxistes s'opposent fermement à toutes les formes d'oppression et de discrimination ici et maintenant, et se battent bec et ongles contre les attitudes discriminatoires et qui sèment la division au sein du mouvement, puisqu'elles ne peuvent que profiter à la classe capitaliste. Les marxistes vont plus loin et soulignent que nous ne pouvons pas changer les idées en masse sans éliminer leur base matérielle, c'est-à-dire la pénurie et la compétition. C'est l'une des raisons pourquoi les marxistes participent à la lutte quotidienne pour les réformes et que nous les lions à la nécessité du socialisme.

Puisque les réformes ne sont jamais données de plein gré et sans lutte par la classe dirigeante, la meilleure façon de gagner des réformes est à travers l'action de masse militante venue du bas qui inspire la peur de la révolution aux patrons et aux politiciens. La lutte contre l'oppression et pour toute réforme qui permet de l'atténuer ne devrait pas reposer seulement sur les épaules du groupe qui vit telle oppression ou discrimination particulière, mais doit impliquer l'ensemble de la classe ouvrière et tous les groupes opprimés. Les hommes et les travailleurs hétérosexuels ont un intérêt direct à défendre les droits des femmes et des personnes LGBTQ, les travailleurs blancs doivent se joindre à la lutte contre le racisme, et ainsi de suite. Notre force réside dans notre unité, et une victoire pour une couche de la classe ouvrière est une victoire pour toute la classe et pour tous les opprimés.

C'est à travers la lutte de classe unie que les masses commencent à constater leur force et à voir les limites de ce que le capitalisme peut leur offrir en améliorations de leurs conditions de vie. Si nous regardons autour du monde aujourd'hui, il est clair que les nouvelles réformes ne constituent pas la norme. Au contraire, les travailleurs et les opprimés doivent partout se battre pour conserver les droits de la personne et avantages sociaux très élémentaires gagnés lors de la période précédente. Donc, tandis que nous luttons pour des réformes qui atténueraient l'oppression et amélioreraient les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, nous expliquons qu'aucune réforme n'est viable sous le capitalisme en crise. Afin de gagner des améliorations permanentes,

nous devons les combiner à une lutte pour la transformation socialiste de la société.

Lorsque les profits sont menacés et que le capitalisme entre en crise, les patrons et les banquiers et leurs amis au sein de l'État n'hésitent pas à reprendre ce que nous avons autrefois gagné par la lutte. Cela tend aussi à mener à une montée du racisme et d'autres formes de préjugés alors que les populistes de droite et une section des médias pointent du doigt certains groupes opprimés et leur fait porter le blâme pour les coupes et les mesures d'austérité. La seule façon de s'accrocher aux gains du passé, de lutter contre les attitudes oppressives aujourd'hui et d'avancer vers une société véritablement égalitaire est de mettre fin à la production pour le profit afin que les vastes richesses et ressources qui existent déjà puissent être utilisées démocratiquement dans l'intérêt de la majorité.

La transformation révolutionnaire de la société

Cela ne signifie pas que les attitudes discriminatoires vont disparaître du jour au lendemain suite à une révolution socialiste. L'oppression sous toutes ses formes existe depuis des générations et dans certains cas depuis des milliers d'années, laissant une profonde marque sur la conscience humaine. Cependant, les mouvements de masse ont un impact profond sur la conscience. Les gens qui y participent commencent à voir les intérêts partagés et les points communs qui les unissent les uns aux autres, plutôt que de voir ce qui les divise et de se considérer comme des compétiteurs. Il est beaucoup plus difficile de garder ses attitudes discriminatoires envers les femmes, les immigrants ou les individus LGBTQ lorsque ceux-ci dans les rues en train de se battre pour la même chose que soi, mettant leur vie en danger. Lors de grèves, il devient clair pour les travailleurs qu'ils n'ont aucun intérêt à se discriminer entre eux, puisque cela ne peut que nuire à la grève. Lors d'un mouvement de masse, les participants en arrivent à cette réalisation à une échelle de masse.

Un récent et puissant exemple est celui de la révolution égyptienne de 2011 qui a renversé Hosni Moubarak. Alors que les femmes d'Égypte ont historiquement été victimes de hauts taux de discrimination et de violence et que musulmans et catholiques sont pris dans un violent conflit depuis des décennies, des hommes et des femmes de toutes les religions sont descendus à la Place Tahrir. Les mentalités discriminatoires et fondées sur des stéréotypes à l'égard des groupes opprimés se sont effondrées à travers la lutte contre l'opresseur commun. Bien que la révolution égyptienne n'ait pas encore renversé le capitalisme, il s'agit d'un aperçu de ce qui peut se généraliser à une grande échelle à travers une révolution socialiste et un effort collectif pour construire une nouvelle société.

En transformant radicalement les fondations sociales et économiques de la société sur des lignes socialistes, les racines structurelles et économiques de l'oppression seraient éradiquées. Sans une classe exploiteuse minoritaire produisant pour le profit, il n'existerait pas de motif social ou matériel à la division et la stratification de la majorité selon le sexe, le genre, l'orientation sexuelle, les compétences, la race, la langue, la religion ou toute autre catégorie. Lorsque nous ne serons plus forcés de rivaliser pour des emplois, l'éducation, les places en garderie, la nourriture, l'eau et les logements abordables, la façon dont nous entrons en relations les uns avec les autres changera de manière fondamentale.

Des dirigeants démocratiquement élus et redevables dans nos lieux de travail, en plus d'une surveillance démocratique sur le processus d'embauche, peuvent prévenir les pratiques discriminatoires sur les lieux de travail. La propriété et le contrôle démocratiques des médias et des institutions d'éducation contribueront grandement à combattre les mentalités discriminatoires dans la société et assureront que la magnifique diversité chez l'être humain soit à la fois enseignée et célébrée. Un changement des fondements socio-économiques de la société permettrait une profonde transformation de la vision du monde et des mentalités des masses.

Les marxistes se font souvent accuser d'avoir une solution toute faite, de haut en bas, qui convient pour tous. Au contraire, la révolution socialiste, c'est le fait pour les masses ordinaires de prendre leur destinée en mains et de construire pour elles-mêmes une nouvelle société. Les marxistes veulent guider les masses vers le renversement du capitalisme et l'établissement d'une société socialiste, créant ainsi les fondements économiques et sociaux où l'inégalité, l'oppression et l'exploitation n'auront plus de base matérielle. Sur cette base, les groupes historiquement opprimés auront les occasions et les ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins uniques issus de générations d'oppression et de discrimination. Sur la base d'une authentique égalité sociale, les gens peuvent commencer à entrer en relation les uns avec les autres sur une base authentiquement humaine; à travers la construction d'une nouvelle société, une nouvelle conscience collective sera rendue possible.

Le français d'en haut, un raciste à l'insu de son « plein gré » ?

Par Myassa Messaoudi



J'aurai pu intituler cet écrit d'une autre manière aussi : Le français issu de l'immigration, un complexé à l'insu de son « apparence moderne » ?

J'ai appris l'arabe dialectal et classique dans un pays dit arabe. J'ai connu un islam indifférent à mes toilettes, ou si peu. Le voile concernait les vieilles dames et les ruraux. J'ai fais de la musique, participé à des festivals de poésie, joué du basket en cuissettes, et nagé en bikini sans être embêté.

J'ai dansé le swing à m'envoler. Sortie en bande avec les copains. Mon groupe d'amis était composé d'algériens que venait grossir quelques fois des immigrés. Ca n'impressionnait personne les gens qui vivaient à l'étranger. Ils étaient envoyés par leurs parents pour humer l'air du pays, et s'imbiber de sa culture.

L'écart entre nous et eux était flagrant. Ils ne parlaient que des bribes d'arabe dialectal, alors que nous étions complètement bilingues. Nous connaissions les derniers tubes, les dernières danses, les derniers livres parus dans l'hexagone. Ils ignoraient tout de notre culture arabo-berbère. Ou bien ils baragouinaient des airs ringards du fin fond du terroir.

La France nous envoyait chaque été ses petits « musulmans ». Des âmes ignorantes. Incultes et Honteuses de leurs langues. L'arabe comme le tamazight. L'Algérie n'a jamais tiré partie de cette diaspora. Elle avait peu d'atouts et de formations. Ou alors quelques affreuses bâtisses à l'architecture chaotique que ces exilés voulaient pied-à-terre.

La France nous rejetait au visage l'expression de son mépris latent envers une partie de ses concitoyens. Celle privée de son héritage si précieux qu'il ne saurait se tourner vers ses éternels colonisés. Celle parquée dans les ghettos des banlieues tristes de Paris, de Lyon ou de Marseille.

Mais les choses ont bien changé depuis que le wahabisme s'est invité au désordre du monde. Après la décennie noire, les classes éduquées ont quitté l'Algérie pour s'installer à l'étranger. Ils ont trouvé position et confort. Ils sont médecins et ingénieurs, mettent leurs enfants dans le privé. Et évitent comme la peste les alentours de l'exclusion.

Les banlieues continuent de s'enfoncer. Coincés entre un héritage culturel désuet et le rejet froid de ses élites. La langue arabe peine à s'imposer comme une connaissance. La brutalité et la propagande couvrent ses lumières. Elle est devenue lieu de conflit, de règlements de compte multiples, et de rejet. Le bilinguisme suscite de l'admiration. Surtout chez les enfants, mais pas celui du petit arabe. Les institutions comme la société en renvoient une image désastreuse.

Les français des classes populaires issus du Maghreb et les français dits d'en haut continuent de s'ignorer, de se chercher dans l'hostilité. On parle encore de la guerre d'Algérie, de tortures, et d'Allah Akbar kamikaze.

Ils parlent des femmes que ni les uns, ni les autres n'ont protégées des extrémismes. Les deux parties ont activement collaborées pour créer un abysse entre elles et le monde. Les deux ont livré ce maillon faible à l'exclusion méthodique de la société. Voilà un cas de polygamie raciste manifeste !

Les échos de Militant

CREATION D' UN GROUPE D' ACTION MILITANT A PARIS

Les amis parisiens du bulletin *Militant* ont décidé de formaliser leur engagement au sein de la France insoumise en créant un groupe d'action officiel.

La réunion constitutive s'est tenue le 25 mars. Le groupe d'action Militant est un groupe dit « fonctionnel » selon les critères de la France insoumise.

Ce n'est pas une structure purement locale mais un groupe transversal s'organisant autour de thématiques précises. En l'occurrence il s'agit de la diffusion du bulletin Militant, d'activités internationalistes et de l'organisation de réunions publiques.

La première initiative a été un apéritif convivial le 5 avril avec un point sur la situation sociale et politique (grèves des cheminots, des étudiants, des personnels d'Air France et de Carrefour).

Le 3 mai, les amis de Militant ont organisé une réunion sur les raisons de la colère à la SNCF, avec comme invité Frédéric Poncet, cadre cheminot CGT et ancien permanent de la fédération CGT.

Le 5 mai, ils ont participé à l'immense marche « la fête à Macron » à l'initiative de François Ruffin.

Enfin, le 14 juin, Militant a donné la parole au philosophe Denis Collin pour une présentation de son dernier ouvrage « introduction à la pensée de Marx ».

Pour contacter le groupe d'appui : hamza.elmeray@gmail.com

Les Amfis d'été de la FI

Les Amfis 2018 ont été ce rendez-vous incontournable de la rentrée, une bonne manière de reprendre l'activité militante en douceur. Cette année les Amfis étaient l'occasion de se retrouver entre camarades, échanger autour de questions qui nous préoccupent, les formes de luttes potentielles avec de vrais échanges autour des différentes expériences et enseignements.

La particularité de cette année consiste en la panoplie des intervenants, cassant ainsi l'idée de la média-sphère selon laquelle la FI serait une secte. Du PCF au Républicains passant par le PS, Générations, les associations et mouvements politique de gauche et de droite, plusieurs militants de différentes couleurs politiques ont répondu présents. Seuls En Marche ont refusé de prendre part à des débats constructifs.

Si vous avez raté ce rendez-vous, vous pouvez vous rattraper en consultant le lien suivant: <https://lafranceinsoumise.fr/2018/08/31/retrouvez-les-videos-des-conferences-des-amfis-2018/>

Hamza EL MERAY

SNCF : LES RAISONS DE LA COLERE

Exposé de Frédéric Poncet, cadre cheminot, ancien permanent de la fédération CGT des cheminots (Paris, 03.05.2018)



<https://www.youtube.com/watch?v=36GraxgnU5o>



Le coin de la poésie...

Par Wafa Hmissi

Trait d'union

L'amour, c'est tes yeux, infallible lumière
d'un disparu.
L'amour, c'est les battements de ce cœur
des temps ancestraux.
Quand j'ai soif, j'ai faim, je te cherche et
je souris.
L'éclat des eaux claires se muent en
rayons de soleil qui fuient.
Ma vie est une danse orientale entre tes
jambes de plombs durs.
Mon souffle de noyée, engoué par les
fleurs des Drus, me cuit.
Mes mains charmées ne cessent d'appeler
ta source inépuisée.
Mon regard avide de ton arbre planté,

Plane dans les cieus des anges perdus.
Et dire qu'une union n'est qu'un moment
frêle,

Une truite noyée !
Mon trait d'union inassouvi, l'osmose du
feu et de l'eau,
Me vibre, m'évapore, me transcende ,

Vers ton cosmos, ton paradis.
Et tu me dessines une hirondelle folle,

Nageant dans tes cieus inconnus.
Ton battement fort dans mon cœur de-
vint un lion féroce

De tendresse nue.
Une cascade de miel m'a enivrée,

à un énième ciel m'a déposée.
Un mot frêle, ce moment frêle, le mo-
ment éphémère

dure et perdure.
Il s'incruste dans les profondeurs des
âmes pures.
Il est dessiné par ma plume, mon em-
preint écrit,

Mes tableaux de vie.

(extrait du recueil Jasmin, pulsation et dé-
lire (publié avec l'autorisation de l'auteur)

Par-ole

La parole est si salvatrice.

La parole est un dieu.
Les mots guérissent.
Les mots font mal.
Le verbe ressuscite.
Le verbe tue.
L'adjectif embellit
L'adjectif enlaidit.
Et mon âme, entre une voyelle
Et une consonne, se mortifie.
J'apprends pour créer.
La parole,

Mon butin,
Mon piège,

Et mon gain.
J'ai cru l'avoir,
Elle m'a eue.
Parole ou ensorcellement?
Les sentinelles de la phrase
Forment un labyrinthe.
Quand on y entre
On sort désaxé
Du portail de l'insensé.
Les onomatopées,
Les interjections,

les phonèmes
et les points
savent mieux que nous
le mystère de la fin,

les cieus vermeils
de la vie

(inédit, exclusivité Militant)

